



ATELIER 34

**ET LES HABITANTS DANS TOUT
CELA ?**

6 DECEMBRE 2001

COMPTE-RENDU



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



LA RÉGION

Direction Régionale de l'Équipement - 37, boulevard Périer - 13285 Marseille cedex 8 - Tél : 04 91 00 52 47 - Télécopie : 04 91 00 52 20

Site internet : www.paca.equipement.gouv.fr / adresse mél : shcpv.drepaca@equipement.gouv.fr



POLITIQUES URBAINES : ET LES HABITANTS DANS TOUT ÇA ?

Jeudi 6 décembre 2001 au CMCI à Marseille

Depuis quelques années, les pouvoirs publics mettent fortement l'accent sur la nécessaire participation des habitants au cœur des politiques urbaines. De circulaires en lois, la place des habitants prend la forme d'une véritable injonction. Pour autant les résistances sont nombreuses dans sa mise en œuvre et laissent à penser que toute méfiance n'est pas levée.

Car pour éviter la démagogie démobilisatrice cette volonté doit s'accompagner des moyens à la hauteur de cette ambition et savoir articuler la place des habitants et les responsabilités juridiques et politiques et, sauf à se cantonner dans une participation a minima qu'offrent de nombreux exemples de simple concertation, les habitants doivent être confortés par l'appui de médiateurs et d'experts mis à leur disposition, dans des espaces qui leur soient reconnus : peut-on imaginer que revienne aux premiers le rôle de promouvoir l'autonomie et la parole des habitants, et aux seconds celui de partager des savoirs aujourd'hui monopolisés par des professionnels et des élus ?

Le simple énoncé de ces dispositions mesure le chemin à parcourir pour répondre à l'«ardente obligation» à laquelle exhorte l'Etat de façon récurrente.

Les atouts et les attentes ne manquent pourtant pas : revalorisation des quartiers mais aussi maintien de leur mixité sociale, écoute des habitants et des usagers, réhabilitation à coûts adaptés, suivi et évaluation des programmes, valorisation de la mémoire collective, développement de la citoyenneté, préservation de l'environnement et services au public...

L'importance du sujet justifie que l'on échange sur un cycle de plusieurs ateliers allant du questionnement sur les enjeux, les démarches et les outils mis en place par les pouvoirs publics jusqu'à l'organisation de la participation aux différentes échelles de territoires.

Dans ce premier atelier nous avons confronté 4 regards d'acteurs sur la place des habitants et échangé sur leur rôle dans la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne.

Introduite et animée par Philippe LANGEVIN, Université des sciences économiques Aix-Marseille, la journée s'est organisée autour du programme suivant, étayé par des débats avec l'assistance.

Accueil du public et présentation du cycle

- Philippe MEJEAN (Enseignant à l'Institut d'Aménagement Régional)

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

- Jacques DONZELOT (Université de Nanterre)
- Emmanuel DUPONT (chargé de mission à la DIV)
- Nadia RIPOSI habitante (responsable association « Tout Horizon » à la Visitation)
- Sylvie ANDRIEUX (Conseillère régionale, déléguée à la politique de la ville)

La place des habitants dans la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne

- Témoignage de Felipe Mario LOPES (ancien directeur de la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



Table ronde

- Jacques DONZELOT, Emmanuel DUPONT, Nadia RIPOSI et Felipe Mario LOPES

Quelques mots pour introduire cette 34^{ème} rencontre et ensuite présenter la journée qui s'inscrit dans un cycle de trois journées.

Quelques mots pour introduire cette 34^{ème} rencontre et ensuite présenter la journée qui s'inscrit dans un cycle de 3 journées.

Le moins que l'on puisse dire c'est que la participation des habitants, la place des habitants dans l'action publique, dans les politiques urbaines, est une question d'actualité. Tout le monde en parle, les textes de lois, de circulaires se succèdent autour de cette question. Les dispositifs se multiplient. Je prends quelques exemples : vous avez entendu parler des concepts de développement promu par la loi "aménagement du territoire" dans le cadre des agglomérations et des pays, ce que sont les nouvelles dispositions de la loi solidarité et renouvellement urbains, la concertation qui se veut plus forte, plus systématique avec les habitants dans le cadre des plans locaux d'urbanisme et dans le cadre des schémas de cohérence territoriale. Toujours dans la même loi, la promotion de ce que l'on appelle les conseils de concertation locative qui doivent se mettre en place au sein des organismes HLM. Vous avez entendu parler du projet de loi "démocratie de proximité".

Si l'on en parle tant, c'est qu'il y a sans doute un problème. Il y a quelque chose qui ne va plus dans la conduite de l'action publique, dans la relation entre gouvernants et gouvernés, dans la relation entre élus et mandants. De quoi s'agit-il au juste ? A-t-on une vision claire du problème ? Rien n'est moins sûr. C'est pourquoi nous avons choisi de titrer cette journée "**Et les habitants dans tout ça ?**"

Jacques DONZELOT écrivait il y a quelques années dans un article : "*le terme de participation est une notion*", c'est-à-dire une idée générale comme celle de bien et de mal, du travail et du loisir. Les mots, de nombreux termes existent : consultation, concertation, implication, participation, communication, information, etc ... Il y a un flou terminologique ou un flou conceptuel autour de cette question. Et sans doute y a-t-il derrière, des enjeux de nature assez différente. Est-ce qu'il y a quelque chose de commun entre le désir aujourd'hui exprimé par le législateur que les habitants soient consultés dans le cadre des projets de territoire, projets d'agglomération, projets de pays, quelque chose de commun entre ce niveau là d'exigence, et la façon dont on se soucie d'associer des habitants d'un quartier, d'un immeuble, à la fabrication d'un petit équipement ou un petit espace public au pied de l'immeuble. Est-ce qu'on est sur la même question, rien n'est moins sûr. Il y a des politiques qui inscrivent la question de la participation au frontispice comme la politique de la

Ville. Jean Marie DELARUE lorsqu'il était délégué Interministériel de la Ville, écrivait que finalement, la participation des habitants, c'est le point de départ, c'est le moyen et c'est la finalité de la politique de la Ville. En même temps, cette politique installe un paradoxe formidable, puisqu'on va demander aux quartiers les plus relégués, d'être les lieux où vont s'inventer les nouvelles formes de citoyenneté, où le lien social va pouvoir de manière exemplaire se retisser. On pourrait rétorquer à Jean Marie DELARUE, ce que Saint-Augustin quelques années plus tôt disait : il faut un minimum de bien-être pour la pratique de la vertu.

Paradoxe au cœur de l'action publique, rien d'étonnant à ce que ça ne marche pas ou pas bien. Du côté de la dénonciation de l'échec ou des impasses ou des insuffisances, nous avons la même approximation, mais finalement, qu'est-ce qui ne marche pas, et qu'est-ce qu'on voulait faire? Sans doute mélange-t-on un peu tout. Il y a un enjeu global, sociétal, de refondation du politique, du lien entre gouvernants et gouvernés, c'est un chantier formidable de société.

Notre démocratie représentative s'épuise dans sa capacité à traduire la complexité et la diversité de notre société. C'est une chose qui intéresse le politique et nous tous, comme citoyens. Et il y a toute une série d'actions ou d'opportunités qui interpellent directement l'habitant parce qu'on se propose d'améliorer son cadre de vie, on se propose de faire des choses pour lui.

Nous souhaiterions collectivement, en tout cas c'est l'objectif de cette journée, d'essayer d'y voir un peu plus clair. Pour repartir sur de nouvelles bases, il faut commencer par déconstruire un peu cette question, sortir du mot d'ordre, de l'invocation ou de l'incantation pour demain, construire ou accompagner des processus plus satisfaisants.

Le problème est complexe, ça nous a semblé justifié, non pas une journée mais trois journées.

La première journée est d'essayer de planter le décor et essayer de parler ensemble des enjeux et du sens des mots.

La deuxième sera plus "spécialisée" sur des choses que l'on connaît un peu mieux, qui est la question de la place des habitants dans les politiques conduites dans les quartiers difficiles mais on s'intéressera particulièrement à la relation bailleur-locataire, notamment dans le cadre de la mise en place des nouveaux conseils de concertation locative proposée par la loi solidarité et renouvellement urbains.

La troisième journée, d'ici quelques temps, on s'interrogera sur la question des échelles puisqu'on parle de plus en plus de multiplication des échelles, à l'heure du quartier, à l'agglomération voire à la

métropole en passant par la commune. Finalement, cette question de la place de l'habitant et de l'expression de l'habitant et de la prise en compte de l'habitant se pose à différentes échelles. On s'interrogera de savoir ce que peut vouloir dire que de faire une place aux habitants dans des ensembles urbains très larges, à l'échelle d'une agglomération pluri-communale voire au-delà. Comment tout ça peut s'imaginer entre les différentes échelles ?

Pour la journée d'aujourd'hui, compte tenu de la complexité, on s'est dit qu'il fallait multiplier les regards et nous en aurons donc 5. Je précise qu'ils ne se sont pas concertés au préalable. Un regard de sociologue ou de politiste avec Jacques DONZELOT, regard, je n'ose pas dire : d'institution parce que je sais qu'Emmanuel DUPONT, ici présent, chargé de mission à la Délégation Interministérielle à la Ville, ne se sent pas forcément à l'aise dans la parole officielle, regard d'habitant avec Nadia RIPOSI qui a beaucoup œuvré dans une cité de Marseille qui s'appelle la Visitation, et qui préside l'association "tout horizon", et Sylvie ANDRIEU, regard d'élu, du politique qui est conseillère régionale et conseillère municipale. Un cinquième regard, Felipe LOPEZ, qui vient de Lisbonne, regard d'urbaniste, d'aménageur. Donc 5 regards avec un choix qui est celui du décalage, c'est-à-dire finalement, comment en regardant ailleurs que chez nous, on peut mieux comprendre ce qui est en jeu chez nous et ce qu'il y a lieu d'en penser. D'où le décalage américain, portugais, pour mieux questionner notre propre situation et nous aider à mieux comprendre ce dont il s'agit et ce que nous pouvons imaginer de faire. Tel Ousbeck des Lettres Persanes de Montesquieu, qui parlait de la Perse pour mieux parler de la France, Jacques DONZELOT pour une lettre américaine.

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

Regard de sociologue

Jacques DONZELOT

Les Lettres Persanes, c'était comment peut-on être persan, là c'est comment peut-on être américain, ce sera une partie de la question de façon à mieux en traiter une autre : comment peut-on être français ?

Parler du rôle des habitants dans les politiques urbaines à partir d'une comparaison entre les USA et la France, et pourquoi prendre les USA comme terme de comparaison ? Si nous enlevons les motifs habituels que c'est le plus grand pays du monde, etc. Il y a une autre raison, c'est que nous sommes les 2 nations ayant une prétention universelle. C'est pour cela qu'il est intéressant de les comparer.

Dans le domaine de la participation, les USA sont une nation où la démocratie participative relève d'une habitude congénitale alors qu'elle est chez nous une préoccupation très tardive. Elle est liée aux USA à une forme de vie associative qui a précédé l'indépendance. Elle a commencé sur le fameux bateau qui amenait les premiers colons américains, le May Flower. Les gens qui étaient sur ce bateau se sont liés par un serment, dit du May Flower, par lequel ils se promettaient de se prêter assistance et secours mutuel dans ce monde plein de périls. De là est née une vie associative, qui a précédé la décolonisation anglaise et qui l'a permise. Aux Etats Unis la démocratie participative passe avant la démocratie représentative ceci permet toujours de suspecter le pouvoir fédéral, élu, d'abuser.

En France, c'est un peu le contraire. C'est la démocratie représentative qui prétend faire table rase de tout le reste, de tous les corps dits intermédiaires et qui va progressivement leur faire une place.

Peu à peu nous prenons en compte la société réelle et non pas le citoyen abstrait. Parce que la démocratie des purs élus a tendance à se déconnecter de la société réelle, qu'il y a les syndicats, les commerçants, les étudiants... Tous ces gens là sont des citoyens « situés », étrange expression, qui s'opposeraient aux citoyens abstraits.

L'administration consultative a été passablement critiquée, on a dit de la consultation qu'elle n'engageait que le consulté, ce qui portait condamnation de la formule ou du moins une forte suspicion pour la suite. C'est par rapport à cela que l'on a vu se développer surtout dans les années 80 un discours, sinon une pratique, mettant l'accent beaucoup plus sur l'implication que sur la consultation. C'est-à-dire d'associer les gens à l'action. L'implication est un discours qui s'est constitué en particulier dans le

rapport DUBEDOUT bien que le mot d'implication revienne surtout pour les élus, ce sont eux qu'il faut surtout impliquer mais par la suite, il est question des habitants.

1^{er} motif de cette comparaison

Fort de cette préoccupation d'implication que je m'étais un peu forcé de théoriser avec Philippe ESTEBE dans un très ancien ouvrage, qui s'appelait "L'Etat animateur" et qui portait sur la politique de la Ville, je m'étais dit que ce serait bien maintenant que nous sommes devenus des gens sérieux qui accordons à la participation un vrai statut, c'est-à-dire celui de gens qui s'associent pour agir et non pas de gens qui sont consultés par Le Pouvoir, il serait bien de comparer avec un pays chez qui c'est habituel.

2^{ème} motif de comparaison

Celui-ci est beaucoup plus conjoncturel. C'est que fort de cette récente compréhension du rôle de la participation en France, nous avons eu l'occasion de faire une comparaison méthodique entre les Etats Unis et la France par le biais d'une offre que nous a faite la DMIRE, organisme de recherche du ministère des affaires sociales, la fondation de France, et aussi le conseil régional de PACA ainsi que le SGAR qui ont cofinancé cette recherche dans la mesure où elle portait sur les villes de Boston et de Marseille.

Ce sont deux villes d'à peu près le même nombre d'habitants, 800 000. Ce sont deux villes qui ont un peu les mêmes situations de disposition des centres historiques commerciaux, 2 zones de résidence sociale que l'on appelle aux Etats Unis des zones "inner city" désertées par les Blancs et surtout remplies de minorités ethniques, on a cela dans les quartiers nord de Marseille. Et eux ils ont les « suburbs », on a plus loin autour de Marseille une péri urbanisation appelée aussi ville émergente.

Voilà le pourquoi de cette comparaison. C'est ce qui les rapproche. Il faut préciser avant de faire une comparaison sur la participation au sens strict que les dispositifs qui portent la réhabilitation dans les 2 cas sont comparables à condition de faire un correctif quant à la nature de ces dispositifs.

Aux USA, cette participation des habitants est conduite, comprise, à l'intérieur d'organismes que l'on appelle des Corporations de Développement Communautaires (CDC). Ce sont des associations à but non lucratif qui ont la faculté de se comporter comme des promoteurs en charge de la réhabilitation et de la construction, à ceci près qu'elles ont un Conseil d'Administration qui doit être composé, sur le territoire où elles oeuvrent, à plus de 51% d'habitants du territoire en question. Ce

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

qui donne la mesure de ce que veut dire participation là-bas. C'est une première caractéristique de ces organismes qui sont en quelque sorte étayés sur les habitants, dépendants du Conseil d'Administration où ils dominent.

Deuxièmement, il faut préciser que ce sont des dispositifs qui ont une prétention alternative à tout le système de "public housing", le logement social, tel qu'il était conçu aux Etats Unis et qui est un gigantesque échec. Les Américains n'ont pas beaucoup de logements sociaux. Ils en ont 2%, nous en avons 10%. Avec 2%, ils ont réussi à faire 100% d'échec d'après leur propre estimation. Echec du point de vue de la gestion économique, du point de vue du résultat quant à la vie sociale, dans ces HLM, elle est sinistre. A côté nos grands ensembles c'est un vrai bonheur !

Donc une prétention alternative qui s'explique par le caractère dévasté de ces "inner cities". Il faut s'imaginer des morceaux de ville, on appelle ça des villes « intérieures », c'est l'intermédiaire entre les « downtowns » et les « suburbs », ce sont des espaces où il y a beaucoup d'incendies, de maisons abandonnées, beaucoup de locaux vacants et cela expliquera beaucoup de choses.

Tandis qu'en France, notre dispositif de participation découle du fameux développement social urbain qui s'est employé à développer l'offre de participation depuis une vingtaine d'années. Simplement, ce n'est pas un dispositif ayant une prétention alternative, c'est un dispositif ayant une prétention corrective. Corrective au sens où on ne dit pas que l'on a fait tout faux, mais où il faut revoir la copie. En gros, il ne faut plus refaire des grands ensembles, mais ensemble, il faut refaire la Ville.

Il faut remettre l'habitant un peu plus à sa place, plus au départ de la conception de l'habitat et de l'urbanisme au lieu de concevoir l'habitat et l'urbanisme et ensuite y loger les gens en considérant que l'on a fait pour le mieux puisqu'on a une vision démiurgique des choses.

Le modus operandi de la comparaison, c'est comme dans tout voyage, le bénéfice du voyage est au retour c'est-à-dire qu'au départ on y va pour comprendre un nouveau pays, et au retour on revient en se demandant comment marche notre pays et prendre assez de recul pour nous voir autrement.

Les fameuses CDC ne sont pas les seules qui font de la réhabilitation dans les quartiers défavorisés, mais ce sont elles qui en font le plus et qui concentrent les caméras intellectuelles et médiatiques sur elles depuis une vingtaine d'années même si elles ont une histoire plus ancienne... Qu'est-ce qui caractérise les CDC du

point de vue de la relation qu'elles instituent entre les habitants et les opérations de réhabilitation ?

3 choses :

1 le fait que ces organismes disposent d'un droit de planning

2 le fait qu'elles aient une obligation de « community building », construire la communauté parce qu'il y a désintégration sociale.

3 une visée dite « d'empowerment », c'est-à-dire construction d'un pouvoir, d'élévation de la capacité de pouvoir des gens. On le traduit par élévation de capacité de pouvoir individuel et collectif.

1. Droit de planning

Qu'est-ce que ça veut dire ? Que les CDC, là où elles s'installent, disposent d'un droit plus ou moins officiel de planification urbaine.

Les territoires, des CDC sont délimités par les CDC elles-mêmes dès le départ. C'est-à-dire que ça va de la base vers le haut, «bottom up»(qui part des racines). C'est l'espace sur lequel des associations se coalisent sur l'initiative de l'une d'entre elles, pour agir contre le sentiment d'abandon de leur quartier par la mairie ou pour lutter contre un projet de rénovation qui leur déplait et elles disent, nous voulons nous occuper de ce territoire là. Ce sont des territoires qui vont correspondre sur Boston entre 30 000 et 60 000 habitants. Ce n'est pas un territoire défini par la municipalité, ni une circonscription électorale ni une circonscription d'action administrative.

Droit de planning, pourquoi ?

Pourquoi ce droit de planning est donné à des associations à but non lucratif ? Parce que tout est à l'abandon, tout a échoué. Donc quand tout a échoué, on peut donner le pouvoir aux habitants, on peut leur dire "allez-y". C'est un territoire dévasté et les communes disposent bien d'un plan directeur comme chez nous, mais ce «master plan» est complètement caduque dans des zones qui ont été dévastées par des incendies. La plupart sont criminels, provoqués par des gens qui préfèrent toucher les assurances que louer des immeubles. Parce que les blancs sont partis, les immeubles sont loués à des noirs qui vivent de l'allocation sociale et que cela n'entraîne pas des revenus assurés pour les propriétaires d'immeubles.

Dès lors qu'il y a beaucoup de lots vacants, d'immeubles abandonnés, murés, brûlés, se pose la question de savoir quoi faire et dans ces cas là, ceux qui savent le mieux «quoi faire», ce sont ceux qui décident de rester dans ces lieux, du moment qu'ils aient pour eux la

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

capacité d'initiative de dire ce qu'il convient de faire du territoire. Pour cela, les CDC ont été conçues comme des organismes permettant de recueillir les aspirations des gens en matière de réhabilitation d'immeubles, le choix de faire des immeubles locatifs, de faire des services, etc.

C'est la première explication, ils ont un droit de planning, via les CDC, que la municipalité peut renier si ça ne lui plaît pas, mais ça se négocie ! Mais ce droit est assez sérieux pour être opposable au «master plan».

2. «Community building»

Devoir de reconstruire la communauté

Deuxième caractéristique, les CDC ont ce droit mais en contrepartie ont un devoir de reconstruire la communauté. Parce que vit dans ces communautés, une population qui est qualifiée d' «underclass », c'est-à-dire une population qui vit d'une aide sociale, il n'y a pas de travail dans ces endroits, et beaucoup de trafics illégaux. Comment reconstruire ces communautés qui ont été désertées par toutes leurs élites ? Il y a tout un travail qui est réalisé par des «community builders», des professionnels, des facilitateurs, des gens que les fondations en particulier mettent à disposition des CDC en leur disant : on vous facilite les choses pour faire des reconstructions, des réhabilitations, mais en contrepartie, vous allez faire quelque chose pour reconstruire le tissu social parce que nous c'est ça qui nous importe d'un point de vue social et moral.

C'est quoi faire du community building ?

Le premier objectif est de réduire les tensions ethniques entre les gens qui sont dans des jeux de chasse poursuite permanents. Les noirs sont venus, ce qui a fait fuir les blancs, quand les latinos arrivent, ça fait fuir les noirs parce que les latinos sont plus pauvres, et il y a les asiatiques, etc. Il reste 10%, 20% de blancs, ils sont très précieux parce que ça fait des gens qui peuvent se faire entendre auprès de la municipalité.

Stabiliser les gens dans ces lieux, c'est créer une entente, y compris par des procédures démocratiques très fortes, où chaque ethnie, les religions, les sexes, etc ... vont être représentés de la manière la plus méticuleuse qu'il soit. Un Conseil d'Administration d'une CDC, c'est conçu d'une telle façon que tout le monde s'y retrouve. Pas la moindre catégorie ethno-raciale ou sexuelle qui puisse se trouver exclue. C'est très important et surtout il y est pratiqué des procédures de vote en permanence.

Stabiliser, en développant la propriété, en essayant de dégager une petite classe moyenne qui pourra rejouer le rôle d'élite et surtout développer le voisinage. Le

voisinage, c'est la communauté, l'art de se rendre service mutuellement comme y appelait le serment du May Flower, mais c'est aussi l'art de se contrôler mutuellement pour qu'aucun n'y déroge. Si par exemple, dans les logements créés et réhabilités par une CDC, il y a une «single mother» (mère seule) dont les 2 enfants font du trafic de drogue, elle est chassée parce que les autres l'ont dénoncée et que ça porte préjudice justement à la capacité alternative de la CDC par rapport au «public housing». Il faut élever la communauté. C'est du contrôle social. Ça nous choque beaucoup. Pour eux le mot : contrôle social est très positif parce qu'ils souffrent de la perte du contrôle social. Mais on y revient avec ces modes du lien social. C'est une façon déguisée de parler de contrôle social.

3. La participation des habitants a un but, c'est «l'empowerment»

C'est un mot difficile à définir, sinon que pour les Américains le mot participation fait horreur à tout le monde parce que ça a été, comme on dit en France, "un piège à cons" à travers toutes les procédures et dispositifs qu'ils ont connus depuis les années 60 où le mot était mis à toutes les sauces. Ils ont fait une échelle des degrés de participation depuis la non-participation totale en passant par la participation symbolique, qu'ils appellent «tokenish » qui veut dire bidon. Il y a le degré de l'information, c'est bien mais ça ne mène pas à grand chose, la consultation c'est « pipeau », mais c'est un peu au-dessus, et il y a réellement être partie prenante. Ça c'est de «l'empowerment». C'est quelque chose qui suppose que l'on puisse se faire entendre et que l'on sache intervenir. Pouvoir se faire entendre, ça suppose que l'on ait une capacité politique pour cela. C'est tout le problème de la constitution du quartier en force politique. Tout le problème de le sortir de son état de "disenfranchised", c'est-à-dire de nonaccès aux lieux du pouvoir et de l'argent. Ce sont des quartiers où il n'y a que des minorités ethniques qui valent peu et qui ne savent pas se faire entendre, donc constituer le quartier en groupe de pression en réussissant à faire pour le quartier ce que les ethnies font pour elles-mêmes, à savoir dire : nous, notre vote est en quelque sorte bloqué, on peut très bien faire entendre aux élus de la ville que s'ils veulent nos voix, il faut qu'ils s'occupent du quartier ou de telle ou telle ethnie. C'est considérer le quartier comme une force politique. Nous ne pouvons pas imaginer ça en France. Il ne s'agit pas de civisme, il s'agit d'être une force, de construire un pouvoir. Il ne s'agit pas d'élever la capacité civique des gens, car le civisme sans le pouvoir, ça n'a aucun intérêt. C'est le pragmatisme américain. Savoir intervenir, c'est savoir produire des leaders, des gens

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

qui vont aller au contact des élus, des milieux d'affaires, des médias, c'est-à-dire faire du lobbying.

Un mot très péjoratif chez nous, mais qui chez eux est très normal. Il faut que ce soit les gens eux-mêmes qui apprennent à s'exprimer sur les sujets qui leur importent, à porter leur parole et non pas à déléguer des gens, ce qui n'aboutirait qu'à créer un consortium d'importants qui toujours prendraient des décisions au-dessus d'eux, et aux dépens d'eux.

Comment caractériser la démarche française par rapport à cette peinture rapide, un peu flatteuse ou critique ? Qu'est-ce que l'on peut mettre en face quand on revient ici, en face de ce droit de planning, de cette obligation de community building, de cette visée d'empowerment ?

Droit de planning, ça repose aux USA sur un découpage d'un territoire par la base et volontaire. Nous il est évident que nous n'avons pas l'équivalent. Pour ne prendre que le DSU, c'est le fruit d'un découpage qui est notoirement opéré d'en haut et d'une complication inimaginable. Nous n'avons trouvé qu'une seule personne sur Marseille qui puisse nous expliquer l'histoire du découpage du territoire du point de vue du DSU. Remarquez, il y a aussi une contrepartie, c'est que le territoire n'a pas été délaissé en France comme il l'a été aux USA.

Au départ, le DSU reposait sur les associations. En gros, c'était les grands ensembles, avec les principales associations, maintenant, c'est devenu quelque chose de très sophistiqué et découpage d'en haut. Prise en compte des habitants dans tout cela ? Exercice d'un droit plus ou moins de planning ?

Les chefs de projets des ZUS se donnent du mal pour développer des comités de locataires qui puissent intervenir auprès des bailleurs sociaux. Il faut préciser qu'ils n'y arrivent pas ou pratiquement pas. Ceci dans la perspective de la loi qui fait obligation de prendre en compte l'avis des habitants dans le cadre des réhabilitations.

Même quand il y a, comme à Marseille, un effort tout particulier d'établir une concertation avec ces fameux forums locaux de concertation qui se sont développés durant l'été 1999. Ils ont réuni 1500 personnes, mobilisé 4 bureaux d'études, dont il ressort que les habitants ont le sentiment d'être écoutés mais pas entendus. Il faut préciser que dans ces lieux où ils se font écouter mais pas entendre, il n'y avait pas les bailleurs sociaux !

Citoyenneté antagonique à communauté.

S'ils ne se font pas entendre, c'est qu'ils ne sont pas assez forts, c'est à eux de se mettre en force pour cela, est-ce qu'ils font quelque chose de l'ordre du « community building » ? Est-ce qu'il y a une manière d'associer les gens pour qu'ils constituent des forces, pour qu'ils soient capables de se faire entendre ? Une élue, Sylvie ANDRIEUX, avait dit aux habitants en sortant de ces forums : il faut vous faire entendre, il faut être plus fort. C'est très vrai. Comment y arrivent-ils ? Est-ce que l'on diffuse une disposition d'esprit telle qu'il puisse y avoir constitution d'une force sous la forme de ce que les Américains appellent "community building" ? Vous savez bien que non, parce que dès que l'on dit « communauté », on a les cheveux qui se dressent sur la tête, les oreilles républicaines qui se hérissent, ce n'est plus possible. Pour nous le communautaire est complètement opposé à l'idée de citoyenneté. Nous ne faisons pas de « community building », nous faisons de l'apprentissage de la citoyenneté. C'est-à-dire, nous ne nous employons pas à fédérer les ethnies qui vivent sur un quartier mais à les ignorer ou mieux, à lutter contre l'ethnicisation des banlieues. Nous pouvons trouver que tout cela est tout à fait légitime, c'est notre philosophie républicaine de la citoyenneté. Il serait peut-être temps de se rendre compte que c'est plus compliqué que cela. Nous avons le sentiment que, pour faire de la citoyenneté, il faut détruire toute forme de communauté qui renverrait à des ancrages préalables, à des pauvretés, à des localisations, qu'il faut élever les individus au-dessus de leurs appartenances premières pour qu'ils accèdent à la raison pure du citoyen. C'est notre vision.

Les Américains ont une autre vision qui n'est pas : vivre la communauté contre la citoyenneté mais que l'on peut établir, entre communauté et citoyenneté, une relation qui ne soit pas disjonctive. Ils disent au contraire, au niveau du quartier : il faut fédérer les ethnies et cela par des procédures démocratiques : construire une citoyenneté à partir justement de ce qu'ils ont en commun, défendre sur un quartier leurs intérêts, essayer d'obtenir de meilleurs services, etc. Autrement dit, c'est une vision complémentaire, de prendre appui sur les forces qui existent pour construire, pour élever les gens vers une capacité citoyenne, au lieu de considérer que pour faire des citoyens, il faut détruire les pauvres forces que les gens ont déjà en commun.

Est-ce que l'on a quelque chose qui ressemblerait à de l'empowerment ?

L'association qu'évoquait Philippe Méjean, "Tout horizon" que dirige Nadia RIPOSI, est la seule où on a eu l'impression, revenant d'Amérique, d'y trouver un

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

morceau d'Amérique, construite par une ancienne communiste française d'origine portugaise.

En terme d'impact sur la réhabilitation, d'impact sur la réconciliation des ethnies, sur la prise en charge de la sécurité du quartier par ses habitants, de reconstruction d'une image de marque du quartier qui permette à ses membres de trouver une place sur le marché du travail plus facilement : c'est une démarche typiquement américaine, et exceptionnellement française.

Que ce soit américanophile ou involontairement proche de l'expérience américaine, ça prouve une chose, c'est qu'il n'y a pas d'incompatibilité culturelle totale entre des schémas de conduite comme ceux que j'indiquais et ceux que l'on peut faire en France. Il y a simplement des dispositions qui ne les favorisent pas totalement. Je ne dis pas qu'il faudrait faire à la manière américaine, en tous cas certainement pas à 100%, y compris le fait d'arriver au degré de dévastation où ils sont arrivés.

Il faut voir que la différence entre les Etats Unis et nous, pour la participation, n'est pas tant une question de degré. Ce n'est pas tant qu'on en fait un peu moins qu'eux. C'est une question de philosophie. Eux la conçoivent comme processus de construction d'un pouvoir tandis que pour nous elle relève d'une procédure qui en fait un devoir.

Procédure plutôt que processus

La participation est un moment prévu par la loi et destinée concrètement à englober l'expression des habitants dans une démarche où ils ne se retrouvent ni au départ, ni à l'arrivée. C'est-à-dire que ce que nous n'avons pas, c'est l'idée qu'il faut rendre des comptes aux gens, on n'a pas cette notion «d'incomptability». Nous ne sommes pas démocrates dans ce sens là. Nous prenons la parole des habitants en compte pour qu'ils ne puissent pas faire de reproches à l'Etat qui leur veut tellement de bien. C'est prévenir le reproche mais non pas rendre des comptes. Ce qui est très différent. Rendre des comptes, ça demande un peu d'humilité or l'humilité nous ne connaissons pas ! Je dis que la participation est un devoir en France plus qu'un pouvoir parce qu'elle relève d'un impératif citoyen plus que de l'affirmation, de la construction d'une force, d'un collectif ou des individus. Nous devons aider l'Etat à nous aider parce qu'il nous veut du bien. Ça s'appelle la participation. C'est un devoir et vous devez vous y adonner surtout si vous êtes pauvres.

Aux USA, c'est une toute autre logique. C'est aidez-vous et peut être, nous vous aiderons. C'est pour cela que l'enjeu n'est pas si simple. Il faut préciser que, dans le domaine politico-culturel de la participation, les Américains ont à l'évidence un degré de

compréhension, de théorisation et d'application, de pratiques qui sont incomparables auprès desquels les nôtres sont grotesques. Cela ne veut pas dire que nous sommes grotesques à côté. Cela veut dire que cette force qu'ils déploient dans ce domaine auprès des gens, ce savoir-faire avec les gens, il est la contrepartie d'une volonté délibérée de ne rien faire au niveau des lieux. Les lieux, ils les abandonnent et après ils disent aux gens : allez-y, à vous de faire, nous sommes d'accord avec vous. C'est une question. Nous sommes plutôt pour le traitement des lieux, eux ils sont plutôt : travaillons avec les gens. Ça renvoie à des philosophies culturelles différentes mais il n'est pas mauvais de les comparer. Nous arrivons toujours en donneur de leçon, eux disent : c'est vrai c'est très bien ce que vous faites, mais vous, avec vos Arabes, c'est pas ça !

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

Regard de chargé de mission à la DIV
Emmanuel DUPONT

La participation : la grande absente des débats

Il me semble que l'une des caractéristiques du débat actuel sur la question de la participation, c'est que ça ne fait absolument pas débat. C'est ce qui m'a frappé quand je suis arrivé à la DIV. La controverse n'arrive pas à se construire sur ce thème là. Nous ne voyons pas exactement où sont les lignes de fractures entre partisans et opposants de la participation etc. Nous sommes vraiment face à une sorte d'impératif moral globalement relayé assez unanimement par les élus et les fonctionnaires et il me semble que l'un des points qui pose problème c'est la construction de ce débat.

La dernière loi sur la démocratie dite de proximité reflète bien cela, il n'y a absolument pas de débat sur ce sujet là. Les récentes campagnes électorales ou municipales sur la question de la proximité ont cette même caractéristique. Cette absence de débat est à mon avis à la hauteur de l'indifférence globale des habitants pour ce sujet là. Je partirai de l'hypothèse qu'il y a des attentes très décentrées par rapport à l'offre qui leur est faite d'implication dans le cadre de la politique de la Ville, contrairement à l'idée selon laquelle il y aurait un souhait très fort des habitants de s'impliquer.

Participation des habitants et démocratisation de l'action publique

Ces remarques pour poser la question et présenter une hypothèse de travail, de débat sur la question du lien entre participation des habitants et démocratisation de l'action publique et au-delà sur la démocratie locale. Nous avons souvent une présentation de la participation des habitants comme étant une contribution à cette démocratisation, contribution prenant soit la forme de complémentarité harmonieuse qui s'installerait entre des dispositifs de participation et notre système de démocratie représentative. Complémentarité qui s'exprime souvent dans les tentatives de construction, de notions comme démocratie participative, démocratie continue etc.

Autre façon de poser le continuum entre participation et démocratie, l'idée selon laquelle si on généralisait les dispositifs de participation, on aurait vraiment une démocratisation de l'action publique et enfin on vivrait dans un monde où chacun pourrait plus que s'écouter mais s'entendre. Ce qui ferait défaut, c'est l'absence de généralisation du dispositif. C'est un point constant parmi les défenseurs de la participation des habitants, c'est l'idée que ce qui manque à cette participation des habitants, ce sont des moyens, une volonté. Nous

serions dans une société où les gens ne diraient pas ce qu'ils font, les élus seraient un peu des menteurs, les fonctionnaires ne voudraient pas s'engager réellement de peur de perdre leur pouvoir, les associations non plus, etc.

Les limites de la participation

Je voudrais développer un autre point de vue. Je pense qu'il faut prendre au sérieux ce qui se passe en matière de participation, pour en pointer les limites profondes. Je pense que la déception manifeste à la fois des promoteurs et des destinataires de cette participation. Cette déception qui les habite résulte moins du fait que la participation ne se met pas en route, mais du fait qu'elle est décevante et que cette déception résulterait de l'extrême faiblesse de la portée critique de cette participation.

Je pars du principe que les limites de la participation des habitants ne sont pas dues à des difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre, mais aux postulats qu'elle pose concernant le projet de démocratisation. Je pense que ce sont ces postulats là qui sont profondément "néfastes" à une réflexion sur la démocratie locale, en tous cas peu favorables à une transformation de cette démocratie locale.

Participation et création du lien social

Parmi les postulats, et sans doute le principal : pourquoi on demande aux plus exclus, aux plus défavorisés, aux plus pauvres de s'intéresser à la question de la participation ? Je crois que c'est parce que ces gens sont dans une telle situation que la question de la participation se pose dès le départ. Fondamentalement, la participation n'a jamais eu vocation à réformer les processus de décision publique et la démocratie locale, mais originellement, la participation poursuit un objectif de création du lien social jugé déficient dans certains quartiers et elle poursuit un objectif de lutte contre l'exclusion. Je pense que ce qui caractérise vraiment la conception que l'on a de la participation des habitants dans la politique de la Ville, ce qui n'est pas tout à fait la même chose dans beaucoup d'autres systèmes de participations existant en France, c'est cet objectif de socialisation. C'est celui là qui mérite d'être interrogé.

Plutôt des dispositifs impliquant

Cet objectif de socialisation débouchant sur le fait que globalement sont privilégiés les dispositifs impliquant. Contrairement à l'idée reçue, ce qui se généralise, ce sont justement ces dispositifs impliquant au détriment d'une réflexion sur les questions d'informations et de concertation qui ont été immédiatement déjugées parce que s'inscrivant dans une différence entre gouvernants

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

et gouvernés, etc. Cette implication a conduit à la création de dispositifs très particuliers, qui ont la caractéristique d'être centrés complètement sur l'action, sur l'opérationnalité, sur le projet, inscrits dans un territoire, sur des thématiques très particulières. C'est toute la rhétorique de la proximité, de la quotidienneté et de l'usage. Ce sont des dispositifs fonctionnant plutôt autour de l'implication d'un petit nombre d'habitants, dans des groupes de travail, des ateliers, et visant à faire de la coproduction et surtout des dispositifs très largement encadrés par des professionnels. Professionnels issus du monde du conseil ou du travail social ou des métiers dits de la politique de la Ville.

Qu'est-ce qu'un quartier ?

Cet objectif d'implication correspond aussi, à mon avis, à l'influence massive de la rhétorique du quartier dans la politique de la Ville. Quartier dont on ne sait toujours pas, et ce n'est pas un problème de découpages technocratiques, ce qu'il est. Et s'il y a autant de flou sur cette caractérisation, c'est parce qu'il y a une injonction à la création du quartier.

L'élimination de la délibération

Ces dispositifs d'implication conduisent à éliminer certaines approches notamment sur l'absence de réflexion sur la délibération au niveau local. Il me semble que la caractéristique de ces dispositifs, c'est d'éliminer le débat au sens où, nous sommes bien sur des confrontations d'usage, confrontations d'expériences, etc. Si l'on regarde attentivement leur fonctionnement, on s'aperçoit que ces dispositifs ne se prêtent absolument pas à l'organisation d'un débat structuré, c'est-à-dire à la confrontation d'opinions, à l'échange d'arguments visant à convaincre les interlocuteurs, à la montée en généralité, en vue d'une prise de décision. L'hypothèse que l'on peut faire, c'est que ces dispositifs de participation impliquant éliminent la question de la délibération et l'hypothèse que l'on pourrait faire, c'est que l'élimination de la délibération dans ces dispositifs repose sur l'absence ou l'ambiguïté du statut accordé à l'idée de représentation dans ces dispositifs.

Le déni de représentation

Il me semble que ce qui caractérise ces dispositifs dans la politique de la Ville, c'est le déni de la question de la représentation. C'est-à-dire que d'un point de vue théorique, la question de la représentation est complètement expédiée et on en a une multitude d'exemples dans tous les articles sur la participation et qui commencent par "la crise de la représentation, etc.", et après on passe à autre chose. La question de la représentation est négligée sur le plan opérationnel

puisqu'on voit bien que, dans ces dispositifs, le critère de l'implication des habitants, c'est leur engagement, leur implication, leur motivation, ce ne sont pas les questions de représentativité. Ces dispositifs visent en permanence à éviter l'émergence de représentants et là, les professionnels jouent un rôle essentiel dans cette question de l'évitement de l'émergence de collectifs à travers les représentants, l'atténuation du statut de représentant que les élus peuvent avoir au sein de ces dispositifs, les élus rabattus sur une fonction finalement très exécutive.

A mon sens, il y a un véritable déni de la question de la représentation dans ces dispositifs d'implication et pourtant on s'aperçoit que la question de la représentation revient tout le temps et elle télescope en permanence ces dispositifs. Dès qu'il y a un problème, on se renvoie à la figure le fait que l'on n'est pas représentatif. Les élus utilisent massivement cet aspect là. La population quand elle n'est pas dans les dispositifs juge que les gens qui sont dedans ne sont pas représentatifs.

Il y a une portée critique du thème de la représentation qui est très forte et qui contraste singulièrement avec la faiblesse de la portée critique des dispositifs d'implication. Ce qui laisse à penser que la question de la représentation ne peut absolument pas être ramenée à un mécanisme simpliste de sélection des gouvernants par défaut de proximité parce qu'on serait dans des sociétés compliquées, élargies.

Il y a une confusion qui s'instaure entre d'une part représentation et exécutif local. La confusion principale, c'est que, quand on parle d'un système représentatif, en réalité, on parle d'un système de surdimensionnement de l'exécutif au niveau local.

On confond aussi la question de représentation avec l'existence d'un personnel politique spécialisé, les élus, comme si la représentation n'était dévolue qu'aux élus. On confond la fonction représentative avec une fonction de reflet de la société. Il est vrai que ce que disait Jacques DONZELOT sur les Américains qui décortiquent par sexe, âge, ethnie, etc. Cette fonction miroir qui est une toute autre fonction que celle créatrice de liens politiques. Une représentation qui est réduite à du formalisme, de la procédure juridique et enfin, une représentation réduite au système électoral existant.

La démocratie représentative

La critique de la démocratie dite représentative en réalité opère en France, et notamment chez les partisans de la participation des habitants, toute une série de réductions qui ne posent pas entièrement la

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

question de la démocratie représentative. Du coup, on en oublie certaines choses qui sont consubstantielles à l'idée même de représentation.

L'importance accordée à la notion d'opinion publique, l'importance accordée à la question de la discussion publique et de la délibération, ce que disait Jacques DONZELOT sur le fait qu'en France, notre système ne vise pas à rendre des comptes aux gens, sont les raisons de ce déni de la question de la représentation en séparant justement la fonction de gouvernant et le statut de gouverné. Ces dispositifs n'ont jamais été conçus pour faire rendre des comptes aux "décideurs". Mais surtout, je crois que la question de la représentation pose le problème plus fondamental de la communauté politique c'est-à-dire que l'on est profondément avec l'idéal de la représentation des habitants dans une idée consistant à dire que, ce qui fait communauté sociale fonderait la communauté politique.

Ce point empêche de poser la spécificité d'une communauté politique qui repose justement sur des mécanismes très artificiels de représentation qui ne sont jamais justes et qui s'ouvrent à la critique en permanence.

Nous avons deux positions pour la représentation : soit elle est ailleurs, soit c'est en dernière instance les élus qui décident. Les élus font de la politique de la Ville mais ils font aussi du développement économique, de l'environnement, ça ne nous intéresse plus, alors c'est ailleurs.

Ou alors la question de la représentation se dissout complètement dans des dispositifs impliquant ou l'important est justement de s'ouvrir à l'autre, de discuter avec l'autre, en abandonnant tout le statut représentatif et toute volonté de se poser en porte-parole.

Les deux, ayant la caractéristique de ne jamais se croiser et la dernière loi sur la démocratie de proximité, de ce point de vue là, dans son architecture, est exemplaire. On a toute une partie sur la question des élus, du statut de l'élu, de l'architecture de la politique locale, et toute une partie sur la démocratie dite de proximité, mais les 2 ayant été déconnectées.

Nous avons la même chose dans les contrats de Ville, quand les rédacteurs des contrats de Ville rédigent sans sourciller que la participation porte sur les affaires qui concernent les habitants. Cela veut dire qu'il y a des affaires qui les concernent et d'autres qui ne les concernent pas !

Délibération et représentation

En conclusion, je voudrais essayer de défendre l'idée que délibération et représentation vont de pair et que si on ne pose pas la question de représentation, on ne peut pas avoir des systèmes délibératifs dans les dispositifs dits de participation. Il s'agit d'impliquer et de ne pas faire délibérer. On a un véritable contournement de la question de la représentation qui, à mon avis, limite complètement la portée critique des dispositifs de la politique de la Ville.

Paradoxalement, la participation des habitants témoigne moins par sa portée critique que par ses principes et sa mise en œuvre de la dimension très faiblement représentative du gouvernement local. Je crois que la participation se fonde complètement dans le moule du système actuel, qui est un système surdimensionnant l'exécutif mais n'ayant aucune tradition de représentation et de délibération. En pensant inventer des systèmes qui allaient contrer le système représentatif local, on ne fait que reproduire l'inexistence d'un système représentatif local avec une méthodologie fondée sur l'implication, le projet, l'ancrage dans un espace de quartier, la socialisation des exclus, etc.

De ce point de vue là, la participation des habitants se voudrait en rupture alors qu'elle est dans une continuité très traditionnelle par rapport au système politique local et à la tradition française concernant la démocratie locale.

C'est-à-dire une tradition locale qui a toujours eu du mal à émerger en France et qui présente un double aspect : d'une part le fait qu'il n'y a jamais eu de véritable démocratie délibérative et représentative parce qu'il y a une tradition administrative liée à l'existence des communes, tradition administrative et exécutive.

Le deuxième aspect, c'est considérer que le local, c'est le berceau de la démocratie, c'est son lieu d'exercice le plus favorable etc. En accordant toute la primauté à la socialisation à travers une communauté déjà là, qui n'a pas besoin de passer par le politique pour se créer, la communauté des habitants et des citoyens de la commune. On est à la fois dans ce double refus, tradition exécutive et survalorisation de la communauté des habitants qui, dans les 2 cas, sont profondément d'accord pour refuser la question du débat entre des représentants.

Questions

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

1. C'est intéressant cette façon de reposer la question parce que ce n'est pas le terme de représentation mais le terme de représentativité qui est utilisé. D'aucuns disent, à juste titre, qu'on est tellement obsédé par la question de la représentativité que ça plombe l'ensemble de la démarche de participation. La représentativité comme préalable jamais assuré, jamais garantie. L'introduction du terme de représentation et non pas de représentativité me semble intéressante, il faut justement faire le distinguo entre les deux.

2. J'ai l'impression à travers vos deux discours que quelque chose n'est pas très clair en France en tous cas, c'est la question d'une mauvaise institutionnalisation des contre pouvoirs qui fondent en fait la République et la Démocratie. Je pense que ce sont les problèmes que l'on a en politique de la Ville et d'une manière générale dans la société, et dont vous parlez tous les 2 d'une manière différente. J'aimerais avoir votre opinion là dessus.

Jacques DONZELOT

C'est la question centrale. Parce qu'elle touche vraiment au nœud par excellence des problèmes que l'on a en France avec le pouvoir, c'est que l'on ne supporte pas les contre pouvoirs. Quand on se demande pourquoi la participation est si difficile à faire ? Emmanuel DUPONT disait qu'il faut aller voir les présuppositions qu'il y a derrière tout cela. Vous mettez le doigt sur la première présupposition. Sur ce qui fait la difficulté, c'est la conception du pouvoir. Nous avons une conception du pouvoir qui relève de l'avoir qui par définition est limité. Le pouvoir est un avoir, je l'ai, vous ne l'avez pas.

Deuxièmement, il est limité et pour cause, c'est moi qui l'ai et si je le partage, cela pose un problème, participation d'accord, mais pas trop, comme ci, comme ça, et puis ne touche pas à mon job, à mon prestige, à mon pouvoir.

Il y a une autre conception du pouvoir qui dérive de Montesquieu, qui a été théorisée par des gens comme Hanna ARENDT, elle n'a pas beaucoup été appliquée dans les pays anglo-saxons, c'est la conception d'un pouvoir qui relève de l'agir et qui est illimité par définition parce que l'action laisse toujours place à des contre pouvoirs. C'est seulement quand on conçoit le pouvoir comme action, comme association pour l'action que l'on peut faire place à des gens qui s'associent pour agir contre le pouvoir que l'on fait, contre la manière que l'on a d'agir avec le pouvoir que l'on a mis en œuvre, etc. Mais dans ce sens là, le pouvoir est illimité par nature, il n'y a pas un pouvoir donné une fois pour toutes que l'on a ou que l'on n'a pas et que l'on perdrait si on en concédait une bribe. Il y a une conception du pouvoir comme association pour l'action qui est la prérogative de ceux qui sont élus mais dont le devoir est justement de concevoir que l'élargissement des capacités d'action, c'est ça leur mission, c'est d'élargir la capacité de pouvoir des gens. Faire en sorte, en tous

cas, qu'ils en aient. Non pas au sens où il faut que vous donniez le pouvoir que vous avez et que vous le perdiez, mais que vous fassiez place à un pouvoir qui se constitue en terme de capacité d'agir. Pour reprendre l'exemple américain, ils ne sont pas si tendres que ça les rapports entre les municipalités et les CDC. Pour qu'elles se fassent entendre, il faut qu'elles montrent qu'elles ont une capacité de mobilisation, qu'elles ont une certaine capacité à réunir des habitants, à partir de 100, 200 habitants, d'un certain poids politique, d'un poids électoral aussi, d'une certaine capacité de démarches auprès des élus, qui ont les leviers, de l'argent. Ça devient des contre pouvoirs. On tient compte d'eux. On négocie. C'est illimité le pouvoir. Qui a le pouvoir là dedans ? Il y a des leaders, c'est l'élu, toujours, c'est lui qui arbitre en dernière instance, mais par définition, s'il assèche la capacité d'organisation, de production de pouvoir, il est mauvais.

Emmanuel DUPONT

Il ne faut pas poser la question en terme de culture, ce n'est pas seulement ça. Cette conception du pouvoir s'inscrit très simplement dans des dispositifs. Nos systèmes de cumul des mandats, d'absence de débats dans les conseils municipaux, d'absence totale de transparence sur les prises de décision, de pseudo contrôle par l'Etat des collectivités locales, etc... Nous ne pouvons pas renvoyer ça à la transformation des mentalités. Ces mentalités se construisent, se confortent dans des dispositifs qui sont là et qui peuvent être transformés. Changeons peut-être aussi de système et de procédures.

Questions

1. Militant dans des associations marseillaises, il y a quand même une spécificité marseillaise qu'il faut noter, pour les «étrangers», il y a une politique clientéliste installée depuis très longtemps à Marseille. Disons qu'il y a une culture locale, des pratiques locales qui sont celles ci et maintenant, le panier est vide, il n'y a plus rien à distribuer. Je parle des «bourses».

2. Que sont devenus les Locaux Collectifs Résidentiels, les fameux m2 sociaux ? Quand on est dans une logique de moyens, je veux rappeler que depuis 1960, ça fait 41 ans, il existe ce moyen qui peut concrétiser à la base même un contre pouvoir et c'est pour cela que depuis 40 ans on l'empêche de s'exprimer. La population les méconnaît totalement alors qu'elle les finance. Actuellement, que l'on soit copropriétaire, en accession à la propriété ou locataire, on paye des locaux dont on n'a pas l'usage, parce qu'ils sont chapeautés soit sur le plan politique, soit par les organismes HLM. C'est un véritable scandale. Si effectivement, on parle de participation à la base, je crois qu'il faut déjà utiliser ce qui existe parce que je crois que c'est un formidable outil pour commencer une démocratie à la base et qui

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

existe partout pratiquement sur tous les groupes. Ces locaux qui sont faits essentiellement pour réunir les gens à la base et leur permettre d'organiser la vie sociale.

Au lieu de faire des établissements sociaux de proximité que les pouvoirs publics devaient réaliser, on leur a volé leurs m² sociaux.

Philippe MEJEAN

Donc dorénavant repérage systématique de l'ensemble des locaux collectifs résidentiels, établissement des listes, interrogation sur ce qu'il est advenu de ces locaux. Il est vrai qu'à une époque, je m'étais intéressé à ces questions, nous avons constaté de la part des bailleurs une assez faible appétence pour que ces locaux soient effectivement fréquentés, ouverts, accessibles mais aussi leur transformation assez rapide en garages à vélos ou à poussettes ! C'est vrai qu'il y avait là un moyen intéressant.

3. Mon métier, c'est la participation des habitants. Pour élargir un peu le débat sur le pouvoir, il n'y a pas que les élus. C'est-à-dire que chaque personne qui a un métier craint de perdre le pouvoir de son métier, c'est une peur quasi inconsciente. Les gens ont peur d'aller demander l'avis des gens ou de faire participer, parce qu'ils ont peur de perdre une partie de ce pourquoi ils sont payés, c'est-à-dire décider les choses et faire les choses.

Si on veut parler de participation en général dans les lycées, pour faire participer les élèves, les professeurs ont peur de perdre leur pouvoir si on met en place la représentation des élèves. C'est pareil à la faculté. C'est le problème partout, c'est une culture. Nous focalisons sur les élus mais eux, en plus ils ont le problème de la représentativité. Ce sont les seuls à avoir la représentativité, dont on parlait tout à l'heure, limitée mais elle est organisée.

Nous organisons des élections de représentants dans notre organisme HLM, mais il y a encore moins de participation électorale. Même avec des élections, ils ne sont pas très représentatifs en dehors de leur résidence. La cage d'escalier ça va, lorsque la résidence n'est pas trop grande. C'est très dur de les former à aller voir à l'extérieur ce qui se passe. Je pense que les élus ont cette légitimité et il leur serait très difficile de demander aux habitants de prendre des décisions qui incombent aux élus. Les élus sont là, ils ont demandé un poste de responsabilités, ils ont été élus pour conduire une politique et il faut qu'ils le fassent. Qu'ils demandent l'avis aux gens pour ne pas faire trop de bêtises. Qu'ils demandent une participation des personnes avec qui ils arrivent à dialoguer, je veux bien, mais à mon avis, il ne faut que les gens prennent des décisions à la place des élus.

4. Ce qui n'empêche pas le développement de contre pouvoir. Il ne faut pas que les habitants prennent le pouvoir, il faut qu'ils contrent le pouvoir.

Felipe LOPES

En fait n'est-ce pas une gageure que le pouvoir gère, génère, donne origine à un contre pouvoir ? Le contre pouvoir doit exister et je crois que tout ce que l'on peut légiférer pour permettre ce contre pouvoir, on l'efface automatiquement avec toutes les pratiques de la société. Les médias, essayez de faire passer un papier dans un journal... C'est bouclé, vous ne pouvez pas.

Je ne suis pas d'accord parce que les politiciens, les élus peuvent faire leur jeu. Il faut qu'il y ait un contre pouvoir qui le dénonce et qui s'oppose à cela. Mais je crois que l'on tourne en rond autour de cette création du contre pouvoir. Ou il est dans les gènes comme aux USA depuis le bateau ou alors ...

5. Dans le Var nous constatons en ce moment, avec les négociations dans le cadre de la SRU, que là encore, les habitants vont prendre un peu de pouvoir mais on le limite. Le message est passé de l'Union vers tous les HLM, surtout pas de financement. Je ne vois pas comment les habitants peuvent prendre la parole si on ne leur donne pas aussi les moyens, ce sont les m² sociaux. Ce sont les moyens de pouvoir avoir des professionnels à leur côté pour contester ce qu'on leur présente ou pour avoir une idée avant, de les aider, de les aiguiller. Or, tout ça est refusé au milieu associatif. Tant que l'on n'aura pas d'égalité dans ce sens... Quand il y a un sujet commun pour les habitants, ils savent se mobiliser, ils savent faire les choses.

Nous avons eu quelques exemples sur Toulon, notamment par rapport au chauffage. Avec l'aide d'un professionnel thermicien, nous ne pouvions pas faire ça tout seul, nous avons fait des contre propositions et ça a engendré une réhabilitation. Il faut des moyens. Il y a des choses que l'on ne peut pas faire tout seul, nous sommes vite contrés si nous ne sommes pas à égalité dans le discours, vis à vis de l'architecte qui va venir nous représenter, vis à vis de l'urbaniste, il faut que l'on ait des gens à nos cotés qui soient comme les personnes présentes aujourd'hui et qui ont un savoir qu'ils peuvent transmettre aux habitants

Philippe MEJEAN

La question des moyens est importante. Un droit de réponse à Philippe OLIVIERO, représentant l'association régionale des organismes HLM, j'avais compris que dans la loi SRU, les fameux conseils de concertation et les plans devaient explicitement prévoir la mobilisation de moyens de fonctionnement, d'expertise, mis à la disposition de ces conseils, or il semble que ça ne se passe pas comme ça.

Philippe OLIVIERO

Effectivement la loi SRU a produit des choses très intéressantes et je crois que ça fera l'objet d'un autre atelier. En revanche, sur la façon dont cette loi est déclinée actuellement avec les associations qui sont les partenaires de chaque organisme HLM, qui est une

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

entité indépendante, qui a son statut d'établissement public, de société anonyme et qui applique la loi comme l'organisme considère devoir l'appliquer avec son CA. Il est tout à fait normal qu'il puisse y avoir dans la mise en œuvre de la loi des disparités d'un organisme à l'autre.

Nous avons pu constater que la grande majorité des organismes HLM de notre région ne souhaitent pas, en terme de mise à disposition de moyens des associations, être dans une logique : tant d'euros par logement au prorata des résultats aux élections des différentes fédérations de locataires. Sur la base de la lecture commune nationale qui a été faite entre toutes les fédérations d'organismes HLM et toutes les fédérations de locataires, certains points, une liste de thèmes correspondant à des moyens mis à disposition des associations avaient été identifiée, et cette déclinaison par thèmes est plus ou moins large au niveau de chacun des organismes.

Les LCR ne datent pas d'hier, je crois qu'il y a bien une pratique répandue dans toute la France et dans cette région, sur la mise à disposition de locaux, en particulier pour des associations de locataires, je demande à voir les contre-exemples. Mais ce qui est le plus intéressant, ce sont les questions posées sur les mises à disposition de moyens qui peuvent aider à la démocratie, c'est-à-dire : information, formation des associations de locataires et de leur fédération, indemnisation des locataires qui participent à des conseils de concertation locative ou à des Conseils d'Administration, etc... L'état des relations individuelles entre chaque organisme et ses associations de locataires fait que certains vont aller loin, d'autres restent sur des positions traditionnelles.

Le fait que l'on ait des commissions de travail mixtes sur des thèmes comme la sécurité, montre que ça évolue et beaucoup plus vite qu'on ne le pense. J'attends de voir des évolutions dans d'autres secteurs comparables.

Regard d'une élue Sylvie ANDRIEUX

Ce n'est pas la politicienne, comme j'ai entendu le terme, parce que quand on fait de la politique, c'est au sens étymologique du terme, c'est-à-dire faire avancer la vie de la cité.

Je crois qu'il faut d'abord être un élu de terrain. Je crois que la parole des habitants ne demande pas un discours incantatoire. Je vais donc vous dire très spontanément comment je ressens le rôle de l'élu.

Pour me situer, je suis la seule députée femme de ce département. Deuxièmement, je suis issue du privé, c'est-à-dire que j'ai un métier. Ce qui me permet d'avoir une certaine liberté et d'être détachée de toute contingence matérielle. Je ne m'accroche pas à mon pouvoir et je n'ai qu'une volonté, c'est au contraire qu'il y ait des contre pouvoirs, de les partager et que l'on avance ensemble.

Si j'ai choisi la politique de la Ville, cette délégation¹, je suis entre autre députée dans les quartiers nord de Marseille c'est que nous avons une vraie spécificité associative. Quand le clientélisme existe, c'est qu'on veut bien le prendre et quand on est 2 à ne pas le vouloir, il n'y a pas de clientélisme qui compte, il n'y a que des projets collectifs.

Aujourd'hui, tout évolue très vite. Je vous ai dit que j'ai choisi cette politique de la ville, parce qu'il y avait une vraie spécificité dans nos quartiers, parce qu'il y a des gens qui se battent pour sortir d'autres gens de la « merde » au quotidien et pour faire évoluer les choses. J'étouffe de frustrations multiples, d'une non lisibilité de cette politique de la Ville, d'une dilution de ce manque de lisibilité, alors qu'il y a tant de moyens, que l'on pourrait faire tant de choses mais que ça nécessite un vrai partenariat.

Alors du côté des élus, je me méfie de tous les collègues, de toute la politique aujourd'hui qui fait qu'elle ne représente pas tout le panel de la société. Au niveau des associations et des contre pouvoirs, et des gens tout simplement, il faut arrêter de parler de bouc émissaire, c'est-à-dire le politique, le politicien, est-ce que c'est à lui de prendre la décision, il ne veut pas de contre pouvoir, etc., et l'associatif ? J'en vois tous les jours des dérives. Elles sont inhérentes à la nature de l'individu, ce n'est même pas culturel. Ce sont les individus eux-mêmes. Il y a ceux qui partagent et ceux qui ne partagent pas. Au bout d'une mandature, j'ai vu s'exacerber l'individualisme des gens à tous les niveaux.

¹ Au Conseil Régional PACA.

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

Ils viennent me voir dans mes permanences pour des choses individuelles. J'attends des projets collectifs et je ne vois rien venir.

On veut nous renfermer au quartier. Il y a des échelons dans la politique de la Ville qui sont fous. Maintenant, il y a les communautés urbaines. Tous les problèmes de fond, l'information, vont échapper aux conseils municipaux vers les communautés urbaines. Si le politique ne fait pas du terrain, si le politique n'est pas complètement transparent, mais si à la fois l'associatif ne reste pas non plus campé sur sa position en disant : le politicien est un affreux, etc. et bien personne n'avancera. Tous les enjeux d'avenir sont dans les quartiers Nord de Marseille : les problèmes de la politique de la Ville, le grand projet de Ville, le tracé et la terminaison de la L2. Je crois qu'il est fondamental d'avoir cette réciprocité dans les contacts et de faire tomber ces tabous.

Je crois que la politique de la Ville, la parole aux habitants c'est d'abord un partenariat. Quand je vois que les gens s'abstiennent, que, parmi les jeunes, il n'y a aucune lisibilité et que les gens ne se mobilisent pas, je me pose toutes ces questions. Je crois que si le partenariat existait véritablement entre individus, responsables, collectivités territoriales, quelle que soit la couleur politique, je crois que les gens sont assez matures pour choisir l'homme et la femme qu'ils souhaitent.

Depuis 92 où j'ai eu mon premier mandat, je ne vois pas s'améliorer les choses fondamentalement. Il faut véritablement faire un pas les uns envers les autres. Je veux donner les moyens aux gens, je ne veux pas faire de clientélisme, mais il faut à la fois que les politiques travaillent ensemble à tous les niveaux, que ce soit des gens de terrain, qu'ils soient responsables, et il faut que les responsables associatifs ne confisquent pas les associations, ne regardent pas avec la plus grande défiance en disant : moi, je suis apolitique, mais quand ils en ont besoin, ils viennent nous voir.

A été évoqué la loi de la démocratie de proximité. Elle a des imperfections et je n'ai pas trouvé de grands fils conducteurs dans cette loi de proximité. Je le dis, je l'ai exprimé en groupe, dans les débats généraux. Mais quand je vois qu'on lance les CICA ²(Conseil d'Information et de Concertation de la vie Associative) dans le 13-14e et que les comités d'intérêt de quartier ou d'autres, n'ont qu'une peur c'est qu'on leur prenne une bribe de pouvoir par rapport aux autres, et que l'on

est dans le verbiage, et bien trop loin de l'action, alors que l'on se dit représenter les habitants ... Ou on parle et on met à plat le langage de la vérité et on ne parle que d'action, ou alors on peut se réunir et se remotiver, mais il y a un moment où il faut se dire les choses.

Quant aux bailleurs sociaux, puisqu'il y en a dans la salle, nous sommes allés avec mes collègues du Conseil Général voir, chacun des bailleurs, les uns derrière les autres, leur proposer, leur montrer une volonté politique, leur offrir des moyens, un vrai partenariat. Je ne préfère pas vous dire le résultat obtenu.

Quand on voit la situation dans la cité Saint-Barthélemy III, sur laquelle agissent 3 bailleurs sociaux et que vous voyez, l'état des relations qu'il y a d'un bailleur à l'autre, quand vous voyez comment sont traitées les associations de locataires, contrairement à ce qui est dit bien souvent, non ça ne va plus.

Le rôle du politique, comme le rôle de l'associatif, doit être intimement lié dans un seul souci, c'est l'amélioration de la vie quotidienne des gens et essayer d'exploiter les dispositifs que nous avons et il y a de l'argent, à tous les niveaux, y compris au niveau européen, et qu'en est-il aujourd'hui? Un beau gaspillage et je vous assure qu'il faut parcourir le terrain comme je le fais. J'ai la prétention de dire que je suis sur le terrain pour vous rendre compte qu'il y a vraiment du chemin à faire.

² Créé dans la loi de décentralisation dite Paris Marseille Lyon, le journal La Provence traduit par Comité d'Initiative et de Consultation d'Arrondissement.

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

Regard d'une habitante, responsable associative Nadia RIPOSI

J'ai répondu favorablement à l'invitation d'aujourd'hui, parce que je trouve qu'à un moment donné, il est bien de donner la place aux personnes concernées, et qui sont au cœur de beaucoup d'analyses, d'études sociologiques. Ce sont des études faites sur de l'humain, mais ces personnes là ont peu ou pas du tout la parole.

Je suis présidente d'une association qui a été créée il y a 14 ans, qui est implantée dans le quartier de la Visitation dans le 14^{ème} arrondissement. C'est mon hobby, parce que je suis bénévole. J'ai abandonné toute appartenance politique justement pour ne pas être récupérée et pour être plus neutre avec les personnes, avoir une relation saine avec les personnes qui n'ont pas les mêmes idées que moi sauf dans les cas extrêmes où il y a incompatibilité d'humeur, génétiquement, on ne peut pas s'entendre.

J'ai eu une activité militante très jeune, à 14 ans. J'étais aux Pionniers, à la jeunesse communiste et j'ai fait les écoles du Parti Communiste pour arriver à 22 ans à être secrétaire de cellule sur la cité du Plan d'Aou. A partir de la prise de conscience, que je faisais erreur dans mon orientation puisque je n'arrivais plus à communiquer avec d'autres qui pensaient autrement que comme moi. Ça ma remise fortement en question, donc abandon de la politique en général tout en faisant de la politique mais d'une autre manière.

S'en est suivie une perte de confiance dans le politique en général, par un vécu, des attitudes, la soif du pouvoir pour certains etc. Les militants d'antan n'étaient pas des jeunes loups, aujourd'hui, ce sont des carriéristes. Ils ne font pas de politique politicienne, ce sont des carriéristes. Une fois qu'ils ont le costume-cravate, ils oublient d'où ils viennent, et spéculent sur la misère des personnes sans pouvoir s'asseoir autour d'une table et discuter.

Nous n'avons plus les grands repères des luttes sociales d'entant. J'ai baigné dans ça. Je ne dis pas qu'aujourd'hui il faut monter des barricades, mais il y a d'autres manières de faire de la lutte sociale, c'est tout un travail de fourmi et de patience, de conscientisation des personnes qui devraient déjà être conscientisées mais qui souvent oublient les valeurs humaines, c'est-à-dire le respect de l'individu. Il ne faut pas s'autoriser et tolérer des mots qui jugent les personnes et qui ont des incidences horribles sur elles.

Quand vous recevez ça en pleine figure, vous n'êtes plus rien, vous n'existez plus. On ne vous autorise plus

à travailler puisque les critères d'emplois aujourd'hui, ces 10 ou 20 dernières années, il faut le mouton à 5 pattes pour être embauché, donc vous êtes en relégation et ensuite ce sont les effets de l'exclusion : suicide, alcoolisme, toxicomanie, délinquance, etc ... Il y a des gens qui revendiquent leur existence à travers des actes délictueux et par ailleurs, comme tout se casse la figure, parce que tout le monde est en conflit permanent et en concurrence, donc chacun se tire dessus. Comme il y a le militant associatifs sur le terrain, lui, c'est la bonne cible, on va tous lui tirer dessus puisque après tout, il doit être mieux capable que nous tous, puisque c'est un militant !

Une fois que l'on comprend ça et qu'on le digère, il faut mettre une stratégie de survie, c'est-à-dire se demander ce qu'on peut enlever de plus que ce que l'on m'a enlevé aujourd'hui ? La dignité, personne ne me l'enlèvera jamais. Donc c'est de rassembler les personnes à la place où ils se trouvent, avec ce qu'ils sont, avec leurs histoires et alors on peut parler de mémoire collective. La personne n'est pas prise en compte, avec son histoire, son patrimoine culturel et on va dire du jour au lendemain, cette personne là, on va l'intégrer là. Je ne sais pas si nous accepterions ça.

C'est comme vivre dans un habitat HLM, c'est mieux que de vivre sous un pont ou dans des cartons. Peut être que les organismes HLM, et ce n'est pas leur faute, n'avaient pas été préparés à la désindustrialisation, au chômage qui a duré, et qui maintenant dégenère en maladie sociale, ils ne supportent pas l'inactivité sociale, d'être inutiles, et du coup tout ça a engendré l'absence d'infrastructures au moment voulu. Il est vrai que dans certains milieux on aime bien se réunir, on se fait plaisir, et après ça met 15 ans pour que les choses se mettent en place. Mais quand on nage dedans depuis 15 ans, c'est toujours de plus en plus difficile à traiter, c'est comme une tumeur, si on ne la traite pas de suite, la tumeur fait des dégâts. Je crois que personne n'arrive à comprendre ce qui se passe dans les quartiers et ce qui risque de se passer dans les années à venir. C'est que les gens n'arrivent pas à s'unir et à se dire : on va travailler en bonne intelligence.

Ce qu'on a voulu faire à Tout Horizon, c'est une adaptation d'un système de marketing, d'entreprise. On fait du marketing. Il faut savoir vendre son quartier, se vendre, valoriser les gens. Les gens peuvent être valorisés en se valorisant donc en participant au devenir de leur quartier, ce que j'appelle la reconquête d'une cité, par ses principaux acteurs.

On a beau faire des réhabilitations, penser d'en haut avec un président d'association de locataires qui va signer les accords locatifs, néanmoins, on n'aura pas

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

traité le problème, on aura une belle façade mais l'intérieur pourrira. Il valait mieux faire une belle façade bien concertée avec les habitants mais aussi faire un travail de fond et de forme avec les personnes de manière à ce qu'elles retrouvent leur place.

Le combat n'est pas gagné parce que, qui dit retrouver sa place, c'est aussi rentrer en conflit et l'accepter. Ça veut dire aussi faire fi de son orgueil personnel et arriver à discuter avec un directeur de HLM, avec un élu qui ne soit pas du même bord, un président de zone industrielle, avec tout le monde à condition que l'un et l'autre se respectent et que l'adaptation du langage ne doit pas toujours venir que du bas.

Tout à l'heure, je vous entendais parler et je souriais parce qu'en fait tout le monde se comprenait. Mais la personne qui est de l'autre côté, elle ne comprend rien de ce qui a été dit. Mais de quoi ils parlent ? c'est de moi qu'ils parlent ? Elle ne peut pas prendre la parole dans ces conditions.

La méthode ? Il n'y en a pas. C'est un combat et ce qui nous anime ce sont les valeurs de l'homme tout simplement. Il y a un retour aux valeurs, aux personnes. La devise que j'ai, c'est de dire : si on s'engage, pour quoi et avec qui ? C'est le risque de prendre des coups, de faire de la résistance, c'est le risque aussi de refuser le pouvoir, de refuser d'être intronisé, et d'entendre dire : cette habitante elle sait bien parler. Je ne suis pas dupe. Il faut rester à sa place les uns et les autres et à un moment donné réussir à échanger.

Je ne sais pas si je vous ai tout dit, mais c'est la parole d'un habitant.

Questions

1. On voit apparaître des choses très proches dans vos propos respectifs, notamment une référence répétée à la question du rapport à l'autre, de l'attitude, du comportement, de la prise en considération, avec l'évocation de valeurs de l'humanisme.

2. je trouve intéressant ce que dit Nadia parce que c'est l'un des éléments de réponse à l'interrogation que nous avons sur le problème du pouvoir et du contre pouvoir. Au fond, pourquoi n'a-t-on pas vu apparaître des syndicats de quartier au sens du concept, du rapport syndical. C'est-à-dire on s'organise, on a des éléments et on va négocier dans un cadre de pouvoir et contre pouvoir et éventuellement, on fait grève et on manifeste dans la rue. Je trouve que ce type de relations historiques maintenant entre organisations syndicales et pouvoir patronal au sens large du terme, on

souhaiterait vivement le retrouver et le développer sur le terrain de la ville, or ça ne s'est pas fait. Même si on a des associations de locataires qui sont plus ou moins issus du mouvement syndical.

Je pense que Nadia pourrait nous dire des choses parce que son expérience politique est là dessus. On est bien sur un élément de pouvoir / contre pouvoir qui me semblerait devoir être porteur et on devrait réfléchir sur pourquoi les organisations syndicales n'ont pas transféré une partie de leur savoir-faire, de leur organisation et de leur méthode dans le domaine urbain et pourquoi on n'imaginerait pas d'inventer des structures de ce type là, alors qu'aujourd'hui, les "contre pouvoirs" sont des épiphénomènes associatifs, que l'on avait évoqués tout à l'heure, avec des petits pouvoirs de petits chefs, bref des inconvénients majeurs, qui ne correspondent pas vraiment à une capacité de négociation sérieuse.

3. Comment retrouver au bon sens du terme, dans un jeu respectueux des uns et des autres, le sens de ce que l'on pourrait appeler le conflit ? Le conflit comme une modalité normale de fonctionnement d'une démocratie avec des règles de gestion de conflits, avec une considération de l'autre, etc.

4. Dans la comparaison Boston/Marseille, donc USA/France, est-ce que la question qui est posée du pouvoir d'agir, donc de l'accès au pouvoir, ne renvoie pas à la question des savoir-faire et des savoir-être et de la transmission de ces savoirs ?

5. Est-ce que les habitants citoyens sont considérés comme des pairs ? Est-ce qu'ils ont droit au chapitre ? on donne ou on prend la parole, c'est-à-dire que l'on enregistre les désirs et on pense.

Dans la construction et dans la mise en oeuvre des politiques publiques, et notamment de la politique de la Ville où l'on assiste, depuis 20 ans, à une forte instrumentalisation des acteurs locaux et acteurs associatifs locaux, le problème n'est-il pas le manque de transparence ?

Et enfin, si on parle des hommes et des territoires, et des hommes dans les territoires est-ce qu'on les considère comme des ressources ? Nous sommes sur la construction d'une politique à la fois descendante, technocratique, programmatique, et ça revient à l'instrumentalisation dans laquelle on rentre ou on ne rentre pas. Ceci laisse peu de place à la capacité d'agir autrement que celle qui est prévue si l'on veut obtenir des financements publics bien évidemment.

Sylvie ANDRIEUX

Je voudrais rebondir sur la question des syndicats. Je ne vais pas refaire l'histoire de la Gauche dans ce pays, mais on pêche aujourd'hui par là où on a gagné toutes les conquêtes sociales, c'est-à-dire que nous avons puisé notre force dans le mouvement collectif. Aujourd'hui, on ne se sert du mouvement collectif que lorsque notre petit intérêt individuel a un moment. Que représentent

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

les syndicats, que font-ils ici et là ? Là aussi l'individu est lucide quand il voit qu'il y a 10 poids et 10 mesures, il ne respecte plus le mouvement collectif, il n'y fait plus appel et à ce moment là les choses se délitent.

Si l'habitant est considéré comme un pair sur tout projet, il a tout pour réussir, à condition que les choses se fassent dans la réciprocité. J'ai des exemples au quotidien. Il faut aussi que l'habitant ait un vrai projet, qu'il ait une vraie représentation et qu'il s'investisse.

Aujourd'hui, regardez tous les gens qui travaillent dans la politique de la ville, dans le social, on retrouve toujours les mêmes depuis des années, y compris à la tête des associations. Il n'y a pas de relève dans les partis politiques. Moyenne d'âge des militants socialistes, statistiques sorties dans le Monde : 55 ans. Ce qui se passe dans le milieu associatif, dans le social, dans la politique, c'est le même reflet. Ça dénote bien un malaise. Il y a un manque d'investissement. Quand on voit en matière de la politique de la ville, le turn over, les chefs de projets de la ville, tournent à une vitesse ... On demande aux techniciens maintenant de faire de la politique, alors que ce n'est pas leur rôle et que l'on dit aux politiques : vous ne remplissez pas votre rôle, parce que vous ne prenez pas la décision, tout ça est complètement anachronique.

Quant à la jeunesse, combien d'associations créées aujourd'hui et combien d'associations dans lesquelles les jeunes s'investissent ou les femmes s'investissent, il faut un vrai discours. Et pour avoir un vrai discours, il faut donner envie. Parce que l'envie, c'est très important.

Combien de responsables associatifs me disent, si je m'en vais, il n'y a plus personne derrière. Vous vous retrouvez souvent seul à lutter. Parce que ça aussi, il faut le dire. Je n'ai pas peur de remuer les gens que je rencontre. Ceux qui ont envie de se tendre la main, ils le peuvent. On a eu des mobilisations ces derniers mois sur des sujets de fond et qui ont porté les fruits.

Les associations de parents d'élèves, c'est pareil. Sur la réouverture de classes, etc. Il y en a 5 qui se mobilisent avec toi. Est-ce que c'est normal ?

Nadia RIPOSI

J'ai oublié quelque chose de très important sur la notion de droit et de devoir. Tous, nous cautionnons des choses que nous ne devrions pas cautionner. Et parce que si on ne cautionne pas, qui va agir ? Là je fais référence à la loi. Les prisons sont pleines, ce n'est pas la prison qui va rendre les gens plus intelligents ou plus citoyens. C'est la réparation de l'acte qui sera plus éducative.

Dans la notion de droit et de devoir, on se rend compte que, finalement, tout le monde connaît ses droits, mais personne ne connaît ses devoirs. On connaît nos devoirs mais il est tellement plus confortable de faire valoir un droit et les gens savent se mobiliser. Mais à côté de ça, quand une cage d'escalier dégringole ou qu'un arbre est

cassé, qu'un enfant est laissé tout seul et qu'il va frapper l'institut ou la voisine, là, il n'y a rien. Mais de l'autre côté, quand le citoyen va faire valoir son droit en disant qu'il n'est pas d'accord sur ça, je souhaite porter plainte ou faire une main courante, il faut vous accrocher.

Tout va tellement mal qu'il y a des gens qui s'en accommode. Et si dans nos quartiers, ça n'éclate pas, ce n'est pas parce qu'il y a le tissu associatif. C'est l'économie parallèle qui est bien ancrée, comme c'est Marseille, le port, tout le monde sait qu'il y a des enveloppes qui circulent, mais n'empêche que l'on ne dérange pas l'ordre établi. L'ordre établi aujourd'hui, qui est-il ? c'est un monde parallèle, c'est mafieux. Tout le monde le sait mais personne n'ose le dire.

Aujourd'hui, cet ordre établi depuis des années entraîne d'autres, des enfants, des ados. Nous sommes en régression quelque part.

Sylvie ANDRIEUX

Jamais la chambre nationale des comptes n'avait travaillé sur l'évaluation de la politique de la Ville. J'étais demandeur d'une évaluation de la politique de la Ville. C'est ce que nous souhaitons et que souhaitent les gens.

Un conseiller rapporteur est venu me voir, il m'a dit : Il vaut mieux qu'il n'y ait jamais d'évaluation de la politique de la Ville parce que comme ça, laissons faire, que les choses tournent ainsi parce que sinon ça exploserait. N'essayons pas de mettre des bornes à des dispositifs, colmatons les brèches et laissons aller. J'ai trouvé ça effrayant et édifiant !

Questions

1. La participation des citoyens dans tous les domaines, mais en particulier pour le logement, ce n'est pas une chose acquise. Le discours qui est fait ne parle en général que du logement locatif. On parle des bailleurs sociaux, la loi SRU visiblement ne pense qu'à résoudre le problème par le logement locatif. Dans le fonctionnement des HLM, il est prévu des accessions à la propriété et ce n'est pas suffisamment mis en avant. Les gens surtout ne sont pas encouragés à cela. A qui ça profite ? Il semblerait que les logements acquis par les locataires soient sortis du comptage des logements sociaux. J'ai entendu cela pour la commune de Mouans Sartoux, c'est à vérifier. Mais cette commune a hébergé des harkis dont les logements ont été acquis par leurs occupants. Maintenant, la commune va devoir payer la taxe prévue pour le manque de logements sociaux.

2. Il serait peut-être intéressant de revenir sur la comparaison entre les deux types de politiques, à partir des cas de Boston et de Marseille. Je crois que l'on a besoin d'informations sur certains outils, notamment, sur la notion d'empowerment, c'est-à-dire cette capacité

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

à la fois de savoir-faire mais aussi de pouvoir agir. Comment sont donnés ces moyens évoqués ici, notamment par l' élu qui est à la tribune ?

3. En France, les pouvoirs publics, l'Etat en particulier, mais aussi la région, le conseil général, le FAS, la Caisse des dépôts, etc. disent : on doit vous aider et on vous aidera, tandis qu'aux USA c'est plutôt "help you yourself" et peut-être que l'on vous aidera.

La position des élus en France, on leur fait des reproches sur leurs actions et les élus les craignent, ils sont en position de défensive. Tandis qu'aux USA, ils doivent rendre des comptes sur leur intervention en faveur de leur territoire et de leur communauté.

4. Peut-on avoir plus d'informations sur ce qu'est les CDC ? Deuxième frustration, Jacques DONZELOT vous avez eu la révélation de la Visitation, pourriez vous nous en parler un peu plus que Nadia qui a surtout évoqué son parcours personnel ?

5. Concernant la place des habitants, le lien qu'il peut y avoir entre la place des services publics et le manque de moyens donné aux équipes politiques de la Ville ou aux services publics, Etat, ville, etc. et sur le fait que l'on n'entende pas les habitants. Pour moi, il y a un lien indirect, quand il n'y a plus ou peu de facteurs dans les quartiers, peu de police etc. tout ça retombe sur les habitants qui n'ont rien à dire sur la façon dont c'est géré.

Le lien qu'il y a avec les associations, c'est une société qui forme les citoyens, où on a le temps de s'entendre et de s'écouter et si on fait des projets sans prendre le temps d'entendre les habitants, effectivement, ils ont du mal à se faire comprendre.

6. Sur les syndicats et le mouvement ouvrier, je trouve la différence fondamentale, entre ce mouvement et celui qui tourne autour de la Ville et du citoyen. C'est que les premiers ont conquis les moyens qu'ils ont par des luttes souvent dures, voire sanglantes, qu'ils ont pu arracher des moyens pour s'en sortir. C'est le pouvoir politique qui leur a donné les plus gros moyens, il y a une vingtaine d'années, ça coïncide aussi au moment où les syndicats ont commencé à partir en biberine.

7. Le contre pouvoir qui va être octroyé par le pouvoir par conséquent, ce n'est pas franchement mobilisateur. Si les habitants disposent de vrais moyens, c'est-à-dire à la fois des experts qui les renseignent sur les enjeux, des locaux où ils peuvent s'exprimer et se développer à la citoyenneté, des médiateurs qui les aident dans la compréhension des rapports de force en place. Je pense, que dans ces conditions, les choses peuvent avancer.

8. Par exemple, le TGV Méditerranée pour lequel la consultation des habitants, des usagers a été très bredouillante. Petit à petit, elle a pu se mettre en place, et cela a donné des effets positifs. On peut imaginer qu'à partir du moment où les habitants disposent de la connaissance, du savoir qui leur permettrait de faire face aux maîtres d'ouvrages, aux professionnels ou aux

techniciens, que peut-être ils disposeraient d'un pouvoir qu'ils pourraient développer davantage.

9. Est-ce qu'à la Visitation, avec Tout horizon, ils ont pu apporter des réponses techniques, leur connaissance, leur capacité d'expertise ? Est-ce qu'ils ont pu jouer un jeu qui d'habitude est laissé aux techniciens et aux politiques ?

Nadia RIPOSI

Il a été mis en place une synergie dynamique à laquelle ont été entraînés les habitants, le groupe scolaire primaire et maternelle de la Visitation, le bailleur (la Logirem), la zone industrielle. Ça n'a pas été facile, mais nous sommes arrivés à nous faire entendre.

Par rapport à la réhabilitation, nous avons bâti nous même notre programme de réhabilitation. C'est-à-dire que nous avons mené une concertation. Quand vous rentrez chez vous, que vous passez par un grillage troué avec des façades trouées et que de l'autre côté, on vous dit que vous êtes des brigands. Ça fait mal parce que ce n'est pas vrai.

Nous avons donc pris notre destin en main, nous nous sommes réunis et bâtiment par bâtiment, nous avons commencé la concertation. C'est-à-dire comment voyons-nous notre cité, sur le bâti et sur les espaces extérieurs. A partir de là nous avons fait des grands panneaux, avec un résumé. Nous sommes allés voir la Logirem et nous avons dit : nous voulons notre programme de réhabilitation ! Il y avait des aides de l'Etat qui commençaient à se développer qui ont été mobilisés. En même temps que nous avons créé "Tout horizon", nous avons créé l'association des locataires pour dissocier les 2. Nous avons imposé que le bailleur entende les personnes et non pas un président ou une présidente. Nous avons fait l'accompagnement social du programme de réhabilitation. Nous avons géré aussi la clause d'insertion. C'était 11 emplois, rien du tout par rapport à la situation du quartier.

Comme il y avait la zone industrielle voisine, nous avons réuni tous les partenaires : le service de l'emploi, l'ANPE, la mission locale. A partir de là, les choses se sont construites : de 11 emplois qui allaient être générés par la réhabilitation, 54 personnes ont pu travailler soit en l'intérim, soit en formation, dans les entreprises de la zone industrielle.

Nous participions aux réunions de chantiers. L'architecte, une fois que nous lui avons apporté notre copie, il est arrivé avec les plans, une maquette. Tout ce qui était simple, qui n'allait pas coûter cher, avait disparu. Il y avait des arcs, etc. Nous lui avons dit qu'on ne voulait pas tout ça parce que ça allait coûter cher et qui allait payer ? Ils voulaient changer les garde-corps. Nous avons fait faire un appartement témoin et nous sommes tous allés vérifier. Nous avons constaté que c'était dangereux. Il y avait un risque alors nous avons gardé nos garde-corps et nous les avons fait repeindre. Nous avons fait lever tout ce qui n'était pas fonctionnel.

La place des habitants dans les politiques urbaines : quatre regards

Mais en même temps, dans le plan des espaces extérieurs, nous avons travaillé avec l'école. Toutes ces synergies se sont mises avec les enfants de l'école pour aller plus loin, sur la mémoire de cette cité, son histoire nous avons travaillé sur l'aspect historique de la cité. C'était un monastère et on a fait le traçage des anciens murs au sol. Nous avons eu la chance d'avoir un instituteur, Pierre BLACHE, qui est devenu un animateur ZEP et directeur d'école mais qui était architecte de formation. On avait tous les ingrédients pour réussir. Chacun a engendré quelque chose. Il y a eu le journal du programme de la réhabilitation. Le langage technique, avant ce n'était pas mon fort. Comme dans la cité, il y avait des anciens qui avaient été maçons, ils connaissaient le langage technique. Tout le monde a participé jusqu'à l'évaluation du programme de la dernière tranche de réhabilitation sur les espaces extérieurs, où il y a eu de l'argent de l'Europe. Là, nous avons fait une évaluation participative. Nous avons réussi en un mois à rédiger un questionnaire, le faire valider par le chef de projet DSU, nous avons réuni 54 personnes. Dans ces 54 personnes, nous avons fait un échantillonnage entre celles qui étaient issues du monde africain, du Maghreb, des Comores, des Indes, malgaches. Il fallait qu'il y ait une représentativité. nous avons fait une synthèse de ce travail et nous avons fait participer les personnes concernées des DDE, de la ville, de l'Europe à cette évaluation.

La participation s'est faite à tous les niveaux. Ce qu'il y a de beau, c'est que ça a entraîné des personnes avec lesquelles on ne s'y attendait pas.

Par rapport à la question si nous avons disposé de moyens techniques particuliers, de pros, etc , je peux dire que nous avons eu des gens intelligents sur le terrain. En l'occurrence, il y a eu des chefs de projets DSU. Nous ne pouvons pas taper sur le chef de projet qui est le fusible de tout le reste. Donc nous avons travaillé ensemble. C'est le partenariat qui a donné ses fruits et ils étaient à la fois de milieu social autre que le nôtre, mais à la fois, chacun y a mis de sa volonté et a mis de l'eau dans notre vin, même si ça nous a coûté.

Maintenant, ça fonctionne bien, les habitants quand ils viennent à l'association, tout le monde est surpris parce que les gens parlent...

Ça veut dire que quand il y a un engagement associatif, politique ou quel qu'il soit, il faut toujours se remettre en question et dire pour qui, pour quoi, avec qui. Les moyens, nous n'avons rien eu. En 1987, on s'est créé, nous avons eu nos premières subventions en 1990. Pour nous c'est l'argent des contribuables et nous ne devons pas le dilapider. C'est dans l'engagement, dans l'éducation, dans la formation des personnes.

En deux mots, l'histoire du redressement judiciaire. Quand vous montez une association, il ne faut pas se mettre dans l'engrenage des subventions, parce qu'il y a de l'emploi qui est créé, d'accord, mais vous avez la législation du travail qui vous tombe dessus et le président bénévole devient PDG. Du coup, vous vous

retrouvez dans l'incapacité de payer les salariés même des CES. Il y a l'avance du CNASEA mais elle n'arrive pas toujours de suite. Entre temps, vous avez le délai. J'appelle ça la gabegie administrative, pour aller au mandatement, il y a un couloir, ça met 45 jours, parce qu'il y a l' élu qui doit signer... en attendant, vous devez démarrer les actions en janvier et on a les subventions en juillet, août ou septembre. Il y a un problème. Les associations font de la trésorerie intelligemment et tout le monde le sait mais on ne le dit pas. C'est gênant. L'association était donc en situation d'impossibilité de payer, résultat, on est allé au tribunal. Par chance, on est tombé sur un juge formidable, sur un procureur qui, la veille de la liquidation a appelé l'avocate pour lui dire qu'il fallait qu'elle vienne vite et un comité de soutien s'est mis en place.

Dans ce comité de soutien, il y a eu des gens du théâtre entre autre, tout le quartier s'est mobilisé. Toutes les semaines, on faisait une tombola, on a fait des repas de soutien, on n'a pas fermé le rideau. Nous avons maintenu notre activité avec rien. En plus, les subventions étaient gelées. Miracle, là aussi, en mairie centrale, sur l'initiative d'un chef de projet, les élus de couleurs différentes se sont réunis, et on a pu avoir une subvention relais !

Ça a permis d'être encore présent aujourd'hui. Mais aujourd'hui, on est sur une autre dimension, mais on n'obéit pas. On est soumis mais en étant insoumis aussi.

Jacques DONZELOT

Sur cette question de syndicat, quartier, qui est revenue de manière lancinante. Il y a un moyen de clarifier cela. C'est de se dire que les syndicats fonctionnaient dans le cadre de l'idée d'un partage de la richesse produite entre ouvriers et patrons. Nous nous trouvons avec la crise urbaine devant un tout autre problème qui est celui du partage du territoire. Parce que vous avez pu remarquer que le territoire, nous avons de plus en plus de mal à le partager dans le sens où, et c'est là que je rejoindrai le propos de Nadia. Il y a un problème de territoire qui fait que les uns fuient les autres. Les uns sont les classes moyennes, voire très petites moyennes et les autres, ce sont ceux qui restent, et ils les fuient parce qu'ils sont violents ou parce qu'ils ont des attitudes, des incivilités etc. tout ce dont on entend parler à longueur de soirée télévisée.

Mais si ceux qui produisent, ce sont ceux qui ne respectent pas leur devoir, il est évidemment que ce n'est plus une question de partage de richesse mais un problème de partage de l'accès à la richesse. C'est-à-dire un problème d'insertion. Le vrai problème est de retrouver les termes de ce partage social qui fait que l'on peut partager un territoire. Or ça, la politique de la Ville ne l'aborde que furtivement, à la marge, jamais frontalement.

La place des habitants dans la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne

Felipe LOPES a dirigé pendant de longues années le service municipal de réhabilitation de Lisbonne et est depuis quelques temps à la retraite mais toujours présent sur ces questions.

La réflexion de Jacques DONZELOT m'a permis de situer ce que nous avons vécu à Lisbonne. Parce qu'au fond, c'est une théorisation sur quelque chose qui s'est passé dans la vie. Vous allez comprendre que notre expérience de Lisbonne, ce n'est pas une expérience planifiée, le résultat d'une longue réflexion. C'est le résultat d'une bousculade.

Les villes sont en évolution constante et nos anciens quartiers étaient la ville d'antan avec sa variété et sa diversité sociale, les différentes classes sociales y vivaient, on a dans le centre-ville les palais et les habitations du menu peuple, et de fonctions. Tout était mélangé dans ces quartiers qui aujourd'hui sont historiques.

La croissance s'est faite en périphérie et le centre a évolué soit vers le «down town», c'est-à-dire la zone centrale où se concentrent les activités nobles de la ville et d'autres quartiers, normalement moins bien situés, restés résidentiels mais qui, comme ils sont anciens, n'ont pas évolué et ses habitants plus nantis sont partis dans certaines périphéries, dans les quartiers où ils trouvaient de meilleures conditions d'habitat.

Qu'est-ce qui restait dans les vieux quartiers? Je vous parle de Lisbonne, mais c'est ce qui s'est passé un peu partout. Dans nos vieux quartiers, sont restés des gens pauvres et des vieux. Ces quartiers que les sociologues ont baptisés les zones d'acculturation. Nous avons reçu, dans nos vieux quartiers, les migrants ruraux par régions, et maintenant, ces vieux quartiers servent aussi pour recevoir les ethnies différentes. Nous avons un quartier à Lisbonne qui est un quartier très commerçant, et ces commerçants sont des Indiens, des Chinois, des Pakistanais, donc des ethnies différentes, dont on essaie maintenant de faire dialoguer un peu.

Le château (diapo), c'est le point de départ de la ville, le point haut où on a retrouvé dans les fouilles archéologiques des implantations humaines de l'âge du fer. Les Phéniciens sont passés par ici, comme à Marseille les Romains aussi, et les Arabes.

Ces vieux quartiers ont posé des problèmes comme presque dans toutes les villes et actuellement nous reposons les problèmes. Dans ces quartiers, vieillis, hors jeux, les bâtiments sont vieux, insalubres, la première réaction au début du siècle et même plus tard, dans les années après la guerre, était de démolir et reconstruire la ville neuve, la rénovation. On fait table rase de la ville existante et on reconstruit. Entre temps,

nous avons vu en Amérique, et en Amérique du sud plus particulièrement, des centres-villes complètement vides, Récife au Brésil, par exemple, son vieux quartier du centre ville, magnifique, avec des maisons du 18/19^{ème} siècle, complètement vides ou squattées.

Maintenant, il y a eu un effort et la ville a installé des cafés, des lieux de plaisance. Les étages sont encore vides mais les rez-de-chaussée fonctionnent. C'est redevenu un lieu vivable. Aucune solution pour les populations qui y vivaient bien sûr. Cette rénovation a pris d'autres couleurs, nous avons des zones de notre vieille ville qui ont été rasées. Et d'ailleurs c'était le sort qui était promis à tous ces vieux quartiers. Parce que ce n'était pas hygiénique, il fallait les normes, le soleil, l'aération, etc.

Puis, il y a eu une seconde phase après la seconde guerre mondiale, que l'on pourrait appeler la phase patrimoine. On avait dépassé le patrimoine riche, les palais, les églises et monuments et on en était au centre-ville, l'histoire, la mémoire. Comment va t-on récupérer cela ? On va chasser les gens pauvres, qui ne peuvent pas payer. On va y mettre des gens qui peuvent payer, c'est l'ennoblissement, la gentryfication, soit par des activités, soit par des gens nantis. On a le Marais, l'île Saint-Louis, à Paris, le centre de Zurich, presque tous les centres de l'Europe du nord, sauf Marseille.

A Lisbonne nous avons eu une conjoncture spéciale. Il ne faut pas oublier que la révolution portugaise s'est passée le 25 avril 1974, la révolution des œillets, au cours de laquelle il n'y a pas eu d'effusion de sang. 1974 n'est pas longtemps après 1968, il y a une filiation directe de la révolution des œillets, les gens de mai 68 sont venus voir ce qui se passait au Portugal à ce moment là. En effet, cette révolution a mis fin à 50 ans de dictature. Ça a donc débouché les soupapes sous pression et les luttes urbaines ont commencé avec les bidonvilles. Ici, (diapo) un bidonville durci, il n'existe plus. En 74, la junte m'a nommé maire adjoint pour remplacer la mairie fasciste et, comme j'étais dans les services de la mairie à cette époque là, on m'a donné l'urbanisme, les espaces verts, les problèmes de circulation, l'habitat, et des dizaines de commissions d'habitants. On passait les nuits à discuter dans un bureau de la mairie. Je n'y suis resté que 15 mois, parce que la révolution prenait mauvaise tournure et la bourgeoisie en a eu assez. On est parti le 18 novembre.

Ce quartier, était un quartier bidonville à cette époque là, qui durait déjà depuis une vingtaine d'années. Il n'y avait pas d'égouts, d'éclairage public. Dans les rues en pente, les gens se cassaient la figure parce que ce n'était pas pavé, l'hiver, avec la boue, c'était la pagaille. Il y avait le choléra, pas de ramassage d'ordures. J'ai fait

La place des habitants dans la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne

une réunion dans une de ces maisons qui était la maison de la commission d'habitants pour leur dire : nous n'allons pas vous faire de maisons, mais améliorer leurs conditions de vie. Faire le tout à l'égout, des sanitaires et bains publics, l'éclairage, paver les rues pour que les gens puissent vivre dans leur baraque, dans leur bidonville d'une façon moins pénible. Voilà un premier objectif : faire ce qu'on peut avec les moyens que l'on a, en l'utilisant de la meilleure façon. J'aurais pu leur dire : on va vous faire des maisons et on n'aurait rien fait dans les autres bidonvilles. Ce n'était pas le bon choix. Et là, vous me direz : et la participation ? C'est qu'elle était là, présente, parce que dans cette réunion, j'ai commencé à être attaqué par des gens qui étaient dans le fond de la salle et les vrais habitants du quartier, qui étaient devant, étaient des marchandes de poissons, qui vendaient dans la rue. Ma femme était assise au milieu d'elles et elles lui ont dit : les gars là bas ne sont pas du quartier. Je leur ai donc dit qu'ils faisaient de la provocation, et de sortir. J'ai été applaudi et j'ai réussi à faire accepter les propositions.

Il y avait une participation en fait. Les gens avaient compris qu'on ne pouvait pas leur faire des maisons à tous, d'un coup, surtout qu'on n'avait pas un sou. De grandes tours ont été faites beaucoup plus tard et ce quartier a été complètement rasé pour être remplacé par des bâtiments en hauteur où on a relogé tous ces gens. Je dois vous dire que je ne suis pas d'accord avec cette méthode, ce quartier méritait qu'on le fasse évoluer vers une consolidation et une amélioration du logement. Ce sont les options politiques différentes.

Un moyen d'expression, c'est la participation aussi de la population. C'était en 80, dans les vieux quartiers de la ville, les commissions d'habitants ont commencé à mener une lutte. Dans les vieux quartiers, on vivait très mal, aussi mal que dans les bidonvilles. Avec, en plus, le risque, dans une zone sismique comme est Lisbonne, de recevoir ce qui n'est plus stable sur la tête, alors que dans le bidonville, ce n'est pas très dangereux. Ça donne le temps de sortir dans la rue.

Ça (diapo), c'était un autocollant que l'on mettait dans les manifestations qui sont une façon de participer. Je crois que, quand on dit que l'on veut participer et qu'en même temps, on arme les CRS contre les manifestations, on bloque la participation des gens. Il faut bien qu'ils aient une façon de s'exprimer. Je parlais ce matin des médias. Il faudrait bien qu'ils soient ouverts. Ma femme écrivait des articles qui passaient dans les journaux. Maintenant, il n'y a plus moyen. Tous les journaux appartiennent à des grandes entreprises, pas moyen de faire passer un papier parce qu'il y a une idéologie derrière. Il faudrait, si l'on veut de la participation, des moyens d'expression. Il faudrait

que les médias soient plus libres et qu'il y ait un accès de la population!

Ils ont fait un manifeste en 1988... C'est la reproduction du basilic. S'il y a récupération, il vit, sinon, c'est la mort. Les vieux quartiers de l'Alfama et Mouraria qui sont des anciens faubourgs du temps des maures, ont donc mené une lutte. Pourquoi ? C'était très simple. L'objectif : améliorer les conditions de vie en maintenant la population sur place. C'était un programme. Qu'est-ce qui est arrivé ? Il y avait heureusement une loi des sols, une loi révolutionnaire qui existe encore, qui est de 1974, qui instituait un système une déclaration d'aire critique, de reconversion urbaine pour les zones en difficulté. Cette loi permettait la création d'ateliers pour chaque zone critique et c'est ce qui a été fait par la mairie en 1988, la création des 2 ateliers, l'un pour Alfama et l'autre pour Mouraria (diapo).

En 1990, la mairie change de couleur. Ces quartiers qui étaient condamnés à disparaître au nom de l'hygiénisme, avec l'idée était de tout raser, ces quartiers ont été sauvés par l'action des habitants. On veut réhabiliter, mais on veut continuer à vivre ici. Ce sont les habitants qui prennent en main leur futur dans la ville. Ça n'a pas été planifié, on n'a pas passé une loi pour dire qu'ils participent. C'est eux qui ont participé et c'est l'administration qui a marché derrière. Pour donner satisfaction, pour pouvoir vivre, il fallait bien répondre aux exigences de la population. C'est là toute la différence qu'il y a entre une participation, une intervention de la population qui montre sa volonté. Aujourd'hui, dans toutes les villes, nous assistons, peut-être moins dans les villes du nord de l'Europe, à un ralentissement du secteur de l'immobilier et de la construction neuve. Ils commencent à s'intéresser à la vieille ville, parce que c'est un lieu où l'on peut faire de l'argent. Donc les gens sont menacés sans le savoir, et ça il faudrait le dire et le dénoncer avec force pour qu'ils s'organisent pour résister. Ils sont menacés d'expulsion, d'exclusion par ces opérations urbaines.

En bons techniciens, qu'ont-ils commencé à faire, ces ateliers ? Ils ont étudié le problème. Ils ont fait des plans. Mais la loi prévoyait que l'atelier du quartier soit installé dans le quartier, en plein milieu, alors tous les jours, des gens venaient voir ce qu'ils faisaient. Les gens allaient leur montrer sur place et la mairie a compris aussi qu'il fallait leur donner les moyens d'intervenir sur le bâti pour résoudre le premier problème posé par la population : améliorer les logements.

En 1990, la mairie de l'actuel président de la république qui avait été élu maire, a choisi la réhabilitation comme

La place des habitants dans la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne

axe de sa gestion urbaine. On a multiplié les ateliers qui se sont intéressés à tout le périmètre de la colline du château, les 2 quartiers de la colline qui est de l'autre côté, et des quartiers périphériques qui sont de vieux noyaux villageois noyés au milieu des expansions urbaines mais qui ont la caractéristique d'être des noyaux à échelle humaine, où les gens ont l'habitude de se retrouver et qui donnent leur nom aux quartiers nouveaux. C'est donc l'identité de ces quartiers qui est en jeu. Même s'il n'y a pas beaucoup d'habitants dans ces quartiers.

C'est le vieux centre ville (diapo). C'est une carte (diapo) avant le tremblement de terre de 1755 qui a tout mis en l'air à Lisbonne. Mais avant, il y avait le château et la ville arabe qui a été prise en 1147 par le 1^{er} roi du Portugal, avec l'aide des croisés qui voulaient piller et passer au fil de l'épée tous les Arabes qui y vivaient. En fait le roi n'a pas voulu, parce qu'il avait besoin de gens dans son pays pour travailler, c'est mieux. Le Portugal est un pays qui a une habitude de mélange d'ethnies, de tolérance vis à vis de ceux qui ne pensent pas la même chose que nous. Vous le retrouvez dans la colonisation, elle n'a pas été parfaite, il n'y a pas de colonisation parfaite, elle a été très différente des autres. Regardez le Brésil, c'est un pays où le mélange est absolument complet. On n'y retrouve pas les problèmes qui existent aux USA.

Ceci pour dire qu'il y a un mélange d'origine, c'était une ville qui avait déjà un faubourg, et de l'autre côté : un quartier d'autoconstruction. Alfama et Mouraria sont les 2 premiers quartiers qui ont été mis en réhabilitation urbaine. C'est assez curieux de voir, ce sont des anciens faubourgs.

Sur la question de la délimitation dont vous avez parlé pour Boston, le découpage ici, nous n'avons pas eu à nous en préoccuper. Les gens nous ont dits quels étaient les quartiers, Mouraria ou autres. Après nous avons figolé, parce qu'il fallait donner au gouvernement un périmètre exact pour faire la zone d'aire critique, de récupération urbaine, mais en fait les gens voulaient un atelier, un organisme qui s'occupe de leur quartier.

La ville après l'occupation chrétienne. D'ailleurs, le faubourg de Mouraria n'existait pas. Il a pris le nom de Mouraria, c'est-à-dire logement des Maures qui étaient les Arabes, qui habitaient la ville et que les chrétiens se sont empressés de repousser à l'extérieur de la ville et qui se sont logés sur cette colline tournée vers le nord, donc moins agréable. La ville s'est étendue sur une zone qui avant était un bras du fleuve et, au 15^{ème} siècle, le roi Don Fernand a fait une nouvelle enceinte qui a entouré toute la ville moyenâgeuse. Et à la porte de cette enceinte, a commencé au 15/16^{ème} siècle, une

occupation urbaine qui est Bairro Alto. Un peu plus loin, un quartier de pêcheurs qui était Madragoan. Ces 2 quartiers sont des faubourgs de la ville moyenâgeuse qui sont rentrés en réhabilitation après. La colline du château est de ce côté ci, la colline de Bairro Alto et Madragoan est ici, c'est le plan de reconstruction de Lisbonne après le tremblement de terre de 1755 par le marquis de Dombasle. La zone centrale «Baixa» a fait l'objet d'un plan d'urbanisme éclairé, qui a été une rénovation complète. Ils n'ont gardé que quelques églises, le tracé des rues a été démolit et un urbanisme de cette époque, du 18^{ème} donc, parfaitement quadrillé et impeccable, avec une construction faite par des architectes ingénieurs militaires, exemplaires en rapidité, c'était presque de la préfabrication. Tout est pareil, il y a une homogénéité très intéressante sauf toutes les malfaçons qui ont été faites après, mais à l'origine, c'était un ensemble très homogène et comme il y avait des tracés avec des rues larges, le fond de la vallée est devenu le downtown, ça c'est tertiairisé complètement. Alors que les quartiers des collines, à peu près inaccessibles avec leurs ruelles, ont été reconstruits par les habitants sur le parcellaire ancien.

Qu'est-ce qui arrive quand on fait ce type d'opération ? Pour maintenir la population, il faut que l'opération ne soit pas trop coûteuse, il faut que ce soit accessible. Ou l'Etat est riche et "il met le paquet", ou alors il faut que ce soit fait modestement et que les loyers n'augmentent pas, puisque presque tous les logements loués appartiennent à des propriétaires ayant aussi peu de moyens que les locataires. Qu'est-ce que l'on fait ? On fait une récupération modeste et on fait dans du logement privé, un habitat social, des loyers bon marché, on maintient les gens. L'important, c'est que ces quartiers constituent un tissu social.

Ce sont des bâtiments très modestes, en très mauvais état. Mais c'est un quartier où il y a un tissu social fait de solidarité. Les gens se connaissent, s'entraident. (diapo) La dame a été chercher son enfant chez la voisine, une vieille dame. Quand elle est malade, c'est la voisine qui lui amène sa soupe ou qui lui fait des achats. Il y a des solidarités et des entraides. C'est quelque chose qui ne se passe pas dans nos quartiers normaux de la ville. C'est une façon de vivre, une identité.

Ce sont des quartiers où la mémoire, l'histoire, est partout (diapo) ce sont des caravelles qui sont sur les bâtiments et qui indiquent qu'il y avait un capitaine qui habitait dans cette maison. On fait la fête et ce sont dans ces quartiers que la ville se déverse pour venir faire la fête pour les saints populaires en juin. Les étrangers qui visitent Lisbonne vont de préférence dans ces vieux quartiers qui sont typiques, qui sont où les

La place des habitants dans la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne

gens vivent dans la rue, parce que les logements sont très petits, parce qu'il y a la convivialité, on mange la sardine tous ensemble.

Cela (diapo), c'est le couvent des Bernardas. Il y avait plus de 100 familles qui y vivaient, 20 au moins qui attendaient une indemnité pour partir, nous en avons relogé 40 dans le quartier et 40 sont restées. Pour moi, c'est une opération qui a été trop figolée, c'est-à-dire de trop haut niveau, parce que nous avons un système de financement à fonds perdus et qui allait jusqu'à 65%, donc il y avait 35 à 40% payés par le propriétaire et sur ça il pouvait faire une augmentation de loyer. Il fallait faire une intervention minimum de façon à ne pas dépasser la possibilité de paiement de l'augmentation de loyer par les locataires. Nous avons mis que 36 logements au lieu de 50 ou 60, parce qu'on a voulu faire des logements aux normes. De fait nous travaillions habituellement hors normes.

Le contrôle social

Dans ces quartiers, il y a quelque chose dont vous avez parlé, qui est le contrôle social. Nous étions une fois dans la rue, nous discutons avec le président de la « Fregislla », une circonscription administrative qui est élue comme la mairie mais qui a quelques pouvoirs d'aide sociale, de registre civil, elle fait des attestations, etc. Ce sont des gens qui sont très près de la population, c'est un gros avantage d'avoir un élu très près de la population. Le maire, ce président de Junte, un millier d'habitants donc il les connaissait tous. La dame était à sa fenêtre, et il passe un jeune dans la rue. Elle lui dit : Jean, tu es rentré bien tard hier soir. Le jeune s'est justifié, a dit quelque chose. Nous curieux, on a demandé au président de la Junte, si c'était la grand-mère. Il nous a répondu que non, c'était une voisine. Le contrôle social, c'est embêtant pour le jeune. Un marginal qui arrive et qui n'est pas connu, on le sait de suite : attention aux poules et au linge. Il y a tout un contrôle, toute une vie sociale et ce n'est pas peu de choses. A Boston, ces vieux quartiers qui sont laissés à l'abandon, avec ce système, c'est quelque chose si on le maintient, qui n'arrivera pas. Evidemment, on peut tout « ennoblir » avec des classes sociales de haut niveau, mais ça m'étonnerait qu'ils acceptent de vivre dans des maisons comme celles-ci.

A propos du travail hors norme.

Quand j'ai pris la position de responsable de ce service en 1990 quand il a été créé et que nous avons multiplié les ateliers, nous avons mis une direction pour encadrer ces ateliers qui sont très autonomes, qui décident des choses sur place. Il y avait besoin d'un encadrement pour les procédures, il fallait des juristes. Nous avons ce qu'est l'Administration, mais si c'est l'administration

au service de la population, ce n'est pas la même chose. Ces ateliers sur place sont à l'écoute de la population, ils connaissent tout le monde, un technicien quand il sort dans la rue, il est de suite pris à partie par un habitant. Ces ateliers font partie du quartier, ils ne font plus partie de l'administration centrale. Ils sont toujours en guerre avec elle qui ne comprend pas pourquoi on déroge. Ce n'est pas dans les normes et heureusement, il y avait cette direction municipale dont j'étais directeur et j'avais les délégations pour les permis de construire, pour les attributions, ... S'il y avait eu une dénonciation, j'aurais pu avoir des ennuis avec la justice mais puisque c'était au bénéfice des gens, il était bien rare qu'ils puissent dénoncer ce que je faisais hors normes. J'ai fait des tas de choses hors normes. Pendant 10 ans, nous avons réussi. Nous sommes passés de 70 fonctionnaires en 1990, à 270 en 1999. Il s'agissait de résoudre les problèmes avec les moyens dont nous disposons. Nous avons un budget et il fallait le gérer le mieux possible.

Quand j'ai pris cette direction, un des vieux architectes qui était dans cet atelier et qui y était depuis le début en 88 m'a fait visiter, et m'amène dans un endroit en me disant : vous voyez ici, on dépense de l'argent public pour rien. Il me dit : vous voyez ça ? Je voyais une porte avec une petite fenêtre.

Il me dit : elle a l'air neuve votre fenêtre. Je réponds : oui, c'est nous qui l'avons mise.

Parce qu'avant c'était une porte et un mur, et il y a la maison de cette vieille dame qui habite là. Et il n'y avait pas moyen de faire une fenêtre parce qu'il n'y avait pas la place, donc on a fait la fenêtre dans la porte.

J'ai dit que c'était mieux car à l'intérieur : au fond, il y a de la terre, la rue est plus haute, l'eau dégoulinait le long du mur, c'était plein d'humidité, le sol c'était de la terre battue, et au point de vue sanitaire, il n'y avait rien.

Nous avons donc fait un double mur au fond, un drainage, mis une ventilation forcée, un cabinet de toilette, une extraction de fumée pour la cuisine, ouvert cette fenêtre et mis un sol en dur.

Je dis qu'ils n'avaient pas beaucoup dépensé d'argent.

Il me répond que c'était quand même de l'argent mal utilisé, car ce n'est pas une maison !

Et je demande ce que la dame en pense.

Il me répond qu'elle est enchantée.

Si elle est enchantée, on a gagné. Que vouliez-vous que je fasse ? on n'a pas de logement à lui donner, si on en avait eu, c'était très loin dans la périphérie. Là elle reste

La place des habitants dans la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne

dans son milieu, avec ses voisines qu'elle connaît et qui l'aident quand elle en a besoin. Ce logement est vivable, il n'est pas terrible, il a une aération, un peu de soleil, on a gagné. C'est l'intervention minimum.

Faire ce que l'on peut avec les moyens que l'on a, mais faire quelque chose.

Il y a 20 ans, dans un immeuble, 4 étages, un couloir dans chaque étage avec des chambres de chaque côté et dans chaque chambre une famille. Au bout du couloir, un trou pour les besoins hygiéniques. Le mur du fond s'enfonçait lentement. Le toit, il pleuvait, et dans l'escalier, il manquait les 3 premières marches. Il y avait environ 60 groupes de personnes qui y vivaient. Impossible de reloger ces gens là. En plus si on les avait relogés, le propriétaire en aurait remis d'autres à leurs places. C'était privé. On a donc consolidé le mur, on a réparé l'escalier, la toiture, et à chaque étage, pour combler le trou, on a fait une petite place pour faire une salle de bains pour tout l'étage. On a amélioré les conditions de vie de ces gens. On n'a pas résolu le problème. Mais on a amélioré. Je ne pense pas à Marseille, à Paris, je pense à la médina de Rabat, je pense à la médina de Sousse, à Tripoli, à toutes ces villes où il y a des milliers de personnes qui vivent dans des conditions pitoyables. Il faut que l'on avance dans ce genre d'opérations. Ce n'est pas quelque chose que nous ayons voulu. Nous avons été poussés par les circonstances, c'était une conjoncture qui était favorable pour que nous mettions en place un système de fonctionnement de ce genre.

Le maintien des habitants sur place

Vous avez là une carte (diapo) qui représente la variation de la population de l'agglomération de Lisbonne entre 81 et 91. Ce qui est en bleu, ce sont les diminutions. Donc Lisbonne décroît et la périphérie croît.

Ici, Lisbonne elle-même (diapo). Qu'est-ce qui décroît? Tout le centre. La périphérie augmente, le centre décroît. Dépeuplement. Ce n'est pas encore très grave. Nous avons encore 400 ou 500 habitants à l'hectare dans nos vieux quartiers. Il était temps que nous intervenions pour que ces départs se stoppent et que ces quartiers vivent et soient présentes des classes modestes dans le centre ville. On n'a pas empêché et on n'empêchera pas parce qu'on ne peut pas le faire, un certain ennoblissement. Il y a un engouement d'intellectuels et d'étrangers qui veulent s'installer. Il y a toujours une vente d'immeubles qui peut se faire. Il y avait 10 locataires, on les a vidés, on les indemnise, on répare, on remet 3 logements avec des duplex, en plein centre-ville, pas besoin de voiture, il y a des amateurs. Ça fera des mélanges et ce n'est pas grave. Ce qu'il ne

faut pas c'est que ça crée la rupture. C'est ce qui risque d'arriver et c'est ce qui arrive de plus en plus sur nos métropoles européennes où il existe encore des quartiers de ce genre.

La lutte contre le dépeuplement, la lutte contre la tertiarisation, on maintient des habitants donc au lieu d'avoir des quartiers qui soient seulement de l'activité, qui, la nuit, sont vides, donc sans sécurité, on maintient un équilibre entre les bureaux, commerces, et ses positions de peuplement.

Réhabiliter les habitants avec leur quartier

Il y a une autre chose très importante, vous en avez parlé. On a des gens pauvres et on avait un ensemble de situations qui amenaient malgré qu'il y avait un attachement de la population, une appartenance, les gens tenaient à rester dans leur quartier, il y a en certains qui avaient honte, qui essayaient de s'en sortir. On connaît l'histoire d'un jeune qui donnait à sa fiancée l'adresse d'un copain qui habitait dans un beau quartier alors que lui habitait l'Alfama parce qu'il avait honte. Au départ les gens n'y croyaient plus. Quand on a commencé, ils ont fait leur manifestation mais ils pensaient qu'ils seraient perdants. Le fait d'avoir commencé ce travail de réhabilitation, maintenant ça se voit, nous avons fait plus de 25% des besoins, ça se voit. Cela a fait même démarrer les autres opérations immobilières privées. Le fait de passer d'un logement qui est un taudis, quand ils reviennent dans le logement réhabilité, ils recommencent à croire à la vie, ils se redignent. On peut utiliser la réhabilitation comme outil de re-dignification des habitants. C'est très important. C'est un outil puissant du point de vue social et du point de vue de faire participer la population aux bienfaits que la société peut leur apporter.

Récupérer au maximum, pour une intervention minimum

On peut voir ensuite les stratégies d'intervention. Comment faire pour pouvoir passer de logements qui ont cet aspect à quelque chose qui soit vivable sans que cela coûte trop cher, compatible avec les ressources des habitants? Nous avions jusqu'à maintenant un seul programme de financement qui était le RECRIFA, qui donnait jusqu'à 65% de subventions à fonds perdus. En moyenne, ça atteignait 42 à 43%. Parce qu'on s'est battu, on a fait des exposés au gouvernement, on a réussi à augmenter de 10% de mieux. De toute façon, il y avait une partie d'augmentation de loyer et il fallait limiter cette augmentation donc nous avons opté pour les travaux minimums. Il y a une loi qui est passée, il y a un an, qui prévoit une augmentation de loyer mais avec une aide à la personne, c'est-à-dire que pour les familles qui ne peuvent pas payer cette augmentation de

La place des habitants dans la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne

loyer, il y a une aide de la différence entre ce qu'ils peuvent payer et de ce qu'ils ne peuvent pas payer. C'est totalement pris en charge par la société, par le gouvernement.

Notre stratégie est de récupérer au maximum, pour une intervention minimum. On ne démolissait que si on ne pouvait pas faire autrement. Quand ça tombait tout seul, ici (diapo), on s'est aperçu que ça donnait des signes que ça allait tomber 3 mois auparavant et on a pu convaincre les gens à sortir, parce qu'ils ne voulaient pas partir. Il y avait 18 personnes qui habitaient là, on les a relogées, et au bout de 1 mois qu'ils étaient partis, c'est tombé. Sauf ces cas là, on récupère toujours.

Et la récupération se fait de telle sorte que l'on fait des renforcements mais on garde au maximum du construit. On met les conditions minimums, on garde les structures en bois parce qu'on ne peut pas mélanger les structures. Même on les renforce et on garde les vieilles. Ce sont des structures antisismiques, selon le principe de la triangulation avec les croix de Saint – André, avec des remplissage de maçonnerie ou des cloisons en bois. Tout ça sont des techniques qui correspondent à des bâtiments qui doivent résister aux séismes, ils doivent être légers et résistants, qu'il y ait une structure homogène qui les maintienne.

Interventions minimums sur les logements pour maintenir les habitants sur place

Nous avons fait essentiellement du travail sur le logement. Nous avons dans nos zones 26 000 logements, 56 000 habitants dans les zones d'intervention de la réhabilitation urbaine, donc ça faisait 10% environ de la ville. On a réussi, pendant les 10 ans où j'ai été dans ce service, à réhabiliter 7 400 logements, 28% du parc. Ça se voit et surtout, avec ces mesures que nous avons prises de faire la réhabilitation minimum, c'est-à-dire de faire un minimum de travaux en fonction du besoin des gens en les maintenant sur place.

Réhabilitation et développement durable

Avec cette façon de procéder, nous avons 7400 logements, nous avons fait quelques statistiques et le coût par logement est moitié moins cher qu'un logement social neuf en périphérie. Nous faisons du logement social en centre-ville qui a des tas de bénéfices pour la population. Ça maintient l'identité du quartier, ça maintient le tissu social, surtout ça leur évite de se loger en périphérie et de faire tous les jours un parcours de quelques heures vers le travail, ça réduit les besoins en transports collectifs, ça réduit les besoins en sols urbanisés pour les nouvelles extensions que le développement amène, il y a une série d'avantages. En

plus, c'est une attitude écologique. Etant donné que nous gardons le maximum du construit, on réduit les besoins en matériaux donc autant de gagné en énergie de production, mise en œuvre des transports et matériaux. De plus, nous réduisons les besoins en lieux pour les débris des démolitions. C'est aussi un problème écologique. Nous profitons du volant thermique que constituent la plupart des constructions anciennes avec leurs gros murs. Nous avons une série de facteurs positifs du point de vue de la ville durable.

Normes et prises de risques

Mais pour faire tout ça, il faut prendre des risques parce que, la plupart de ces constructions réhabilitées ne sont pas dans les normes. Elles sont hors normes parce que les normes ne sont pas faites pour la vieille ville mais pour la ville nouvelle. Elles sont faites pour limiter les appétits de gains des promoteurs immobiliers. Et non pas pour réhabiliter les villes. Il faut avoir le courage de déroger par rapport aux lois et règlements. J'avais la chance de donner les permis de construire ! On a donc pu faire ça. En 1990, nous avions l'obligation de faire passer nos dossiers à la délégation de la santé pour voir si ce que l'on allait faire était dans les normes de la santé. Son avis était incontournable et on pouvait avoir une sanction. Ils regardaient la hauteur sous plafond, bien souvent elle n'était pas réglementaire, il manquait 5 cm, 10 cm. Dans un vieux bâtiment, je ne peux pas changer la hauteur sous plafond. Qu'est-ce que je faisais dans ces moments là ? Je prenais le dossier, je le laissais dormir un certain temps et j'ai fait faire un autre projet qui était pareil et j'ai oublié de l'envoyer à la délégation de la santé. Je l'ai approuvé. Ce n'était pas le dossier sur lequel la santé m'avait dit que non. Et après systématiquement je ne les envoyais plus là bas. La loi m'a donné raison 2 ans après. On nous a libéré de cette obligation de passer par la délégation de la santé. Il faut oser.

En ce moment, j'ai pris ma retraite à la mairie, mais je continue à travailler, je suis consultant du secrétaire d'Etat à l'habitat qui a fait la nouvelle loi d'appui à la rénovation. Et que d'ailleurs j'ai défendue étant encore directeur, j'ai apprécié cette loi, j'ai trouvé cette loi bien. Elle prévoyait une augmentation de loyer. Mes dirigeants qui étaient communistes n'étaient pas d'accord avec moi, j'ai été dispensé, parce que je n'ai pas aidé à lutter contre cette loi qui prévoit une aide sociale aux locataires qui ne peuvent pas payer. Ça peut permettre de rendre rentable la réhabilitation donc le propriétaire n'a plus besoin de dépenser d'argent, tout est couvert par l'augmentation des loyers et les fonds perdus. Maintenant, à l'institut qui s'occupe de mettre en place cette loi, ils m'ont demandé d'aller défendre et d'expliquer surtout le fonctionnement de cette loi aux

La place des habitants dans la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne

différentes mairies. J'en ai fait 22 le mois dernier. C'est très intéressant parce que quand on est dans une mairie, on vous met devant les cas concrets, il faut les résoudre. Comme j'essayais de résoudre les problèmes devant la législation, je trouve toujours un moyen de passer en biais, ce n'est pas exactement ce qu'il y a dans le texte mais c'est pour le bien public. Il faut que ce soit appliqué. J'arrive après à l'institut. La secrétaire d'Etat est d'accord avec ce que je dis. Le président de l'institut trouve que c'est bien. Mais le fonctionnaire me dit que ce n'est pas dans la loi. Surtout si ce sont des gens qui sont loin de la réalité, c'est très difficile à faire passer, à faire comprendre qu'une loi n'est pas un tabou, c'est un sens dans lequel il faut aller. Elle a été faite par des hommes. C'est aussi faillible que ce que je dis, ce n'est pas moins valable que ce qu'a dit le législateur n'ayant pas le cas devant lui. C'est extrêmement difficile mais sans ça, on n'y arrive pas. Je n'aurais jamais fait 7500 logements dans les 10 ans si on n'avait pas passé outre certaines barrières qui sont dans la loi. C'est ce que j'appelle la flexibilité par rapport à ces questions.

Vous pourriez me demander ce que dit la population dans tout ça. A partir du moment où on fait ce qu'elle a dit qu'elle voulait que l'on fasse, elle a participé. Il faut que l'administration se mette dans la tête qu'elle est au service. En plus quand on fait un plan pour un projet, une maison, une réhabilitation, il y a un client concret, c'est l'habitant. Il est toujours écouté. Il y a lui et le propriétaire qui doit aussi l'être.

Une vieille dame avait un logement, un 2 pièces dont une pièce qui n'avait pas de fenêtre, elle était intérieure. L'architecte voulut faire une grande pièce. Il fait son plan et lui montre.

Elle lui dit : mais il n'y a pas 2 chambres, il n'y a qu'une pièce.

Mais vous vivez seule.

Mais non des fois mon petit-fils vient me voir et il faut qu'il puisse dormir dans sa chambre.

Et il a du remettre la cloison sur le plan.

L'adaptation doit se faire, c'est du tout petit travail. Il n'y a que comme ça que ça peut se faire. Et à partir du moment où les techniciens sont dans l'atelier, connaissent les gens, c'est déjà 90% de gagné. Il y a un contact étroit avec les gens. Si ça ne marche pas, ils viennent, ils sont toujours libres de venir. On les consulte, on consulte aussi les présidents de comité de quartier, ce sont ces petits corps élus locaux qui connaissent tous les problèmes et chaque fois qu'il y a un permis de construire, on leur demande leur avis parce qu'il y a des fois un truc auquel personne n'a pensé et qui correspond à une manœuvre du propriétaire

pour ennuyer un locataire. Lui est au courant, pas nous. Nous sommes loin des tracés d'autoroute, et de la participation de la population, mais je crois que quand on parle de maintenir la population dans les vieux centres, c'est bien une option urbaine de haut niveau, c'est aussi important ou plus que l'introduction d'une autoroute, qu'une rocade ou qu'un système de transport. C'est une option de fond sur la ville, sur sa vie, son identité. Ce n'est pas à négliger.

Je vous parle d'un dernier point. Au bout de 5 ans, on a décidé de compléter l'action sur les quartiers par des mesures que l'on a pu planifier par les ateliers qui, connaissant bien les lieux, les besoins, les habitudes des gens, ont essayé de faire un petit plan d'urbanisme du quartier. Nous avons introduit aussi ce que l'on a appelé les projets intégrés, c'est-à-dire qu'ils s'intéressaient plutôt aux activités économiques, culturelles ou sociales du quartier qu'à l'habitat. C'est pour le quartier de Bairro Alto, c'est le cas de ce palais. Il y a des habitants donc il faut les maintenir sur place mais le reste de l'espace va devenir centre de formation des artisans dans la restauration d'antiquités. Ici, c'est le couvent des Bernardas où il y avait 100 personnes et le reste, est devenu un centre du troisième âge et un petit musée, un lieu pour les jeunes et 1 ou 2 commerces. A ce propos, pour le contournement des règles, je vous cite quelque chose. Dans ce bâtiment, on voulait mettre un centre de troisième âge, le siège d'une aide à domicile pour la journée. Les personnes âgées peuvent venir déjeuner, se faire soigner. On avait la possibilité d'avoir un financement européen. Il fallait en profiter mais ce financement avait des règles. Il fallait qu'il y ait des logements pour ces personnes âgées dans le centre d'aide. Comme les personnes du quartier sont presque toutes âgées, on s'est dit que tant de logements seraient affectés au centre d'aide. Mais en fait les personnes qui utiliseront le centre resteront chez elles et ces logements seront pour les autres. Et on a fait le contournement comme ça. Ils n'en savent rien en Europe, de toute façon s'ils étaient venus, il y a des vieux dedans ! C'est une question d'habileté et d'imagination. Il faut se débrouiller.

Sur la colline du château, on a fait un projet intégré sur le château lui-même. Ici, il y avait une pompe de distribution d'eau, pour faire remonter l'eau. On en a fait la maison du fado.

Ici, un autre projet, le théâtre du 19^{ème} que l'on a réhabilité pour faire un site culturel pour le quartier.

Les taches vertes que vous avez vues, ce sont les espaces prévus pour améliorer le vert dans les quartiers, et des lieux pour faire des stationnements qui n'existent pas dans ces ruelles. On a amélioré le transport, il y a

La place des habitants dans la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne

un tramway qui dessert la colline. Il faisait un aller-retour et se cognait contre les voitures stationnées.

Philippe MEJEAN

Merci. C'est très riche d'enseignements. Je note au passage que vous n'avez pas de discours sur la participation des habitants ce qui est intéressant. On a une action publique qui se cale sur une réalité de l'occupation sociale d'un territoire, quitte à ce qu'elle prenne des distances par rapport à la norme, à la loi, vous êtes un délinquant y compris international.

Vous n'avez pas un discours très élaboré sur les principes et les modalités de l'implication des habitants dans la mesure où l'habitant est là et un choix politique fondamental est fait, plus ou moins imposé par les luttes urbaines, qui est que l'on maintient la population en place et on va formater l'action de réhabilitation à partir de cet énoncé de base : réhabilitation peu onéreuse et jeu limite avec la norme.

Questions

1. A la fois, vous avez parlé des comités de quartiers, un conseil élu, et en fait des logements privés, individuels auxquels vous avez donné de l'argent public pour faire les travaux. En même temps, comme ces travaux vont engendrer un surplus de valeur au logement il y a une augmentation de loyer, alors que l'individu privé n'a pas beaucoup investi dedans c'est à dire 35%, donc l'augmentation n'était que sur ces 35%...

Pour l'esprit français ce n'est pas évident. Le fait que l'on puisse investir de l'argent public sur du domaine privé, qui ne soit pas du HLM, nous y pensons avec les copropriétés dégradées mais c'est tout nouveau. Vous en parlez naturellement mais pour nous c'est un nouveau concept que l'on aborde que depuis 6 mois...

Philippe MEJEAN

Il y a quand même toutes les opérations programmées de l'amélioration de l'habitat qui mobilisent de l'argent public sur le parc privé. Toutes les primes, les subventions de l'ANAH, c'est de la mobilisation de l'argent public.

2. Depuis 1977, date de la création des opérations programmées de l'amélioration de l'habitat, et je rappelle que dans les OPAH, l'objectif premier a toujours été le maintien des habitants en place.

3. J'ai été moi aussi un professionnel de toutes ces choses, et je me retrouve comme Felipe LOPEZ retraité et habitant et notamment de quartier ancien, c'est intéressant pour Marseille parce que nous ne sommes pas Paris, ni d'autres villes du nord, mais nous gardons certaines situations très méditerranéennes. Notamment

le fait que nos quartiers anciens sont au centre-ville et c'est une rareté dans les métropoles d'Europe, nous avons encore un centre-ville très mixé c'est-à-dire qui va du très pauvre aux classes moyennes aisées, cultivées. On dit qu'il y manque peut-être les classes moyennes riches financièrement. Si on regarde les propriétés immobilières ou la propriété de certains commerces dans ces quartiers pauvres, on les retrouve. Donc toutes les couches de la population ont un élément de résidence dans le centre-ville. Ce qui est paradoxal, c'est que les prétextes sur lesquels on les maltraite actuellement, sont d'améliorer leur mixité, alors que c'est manifestement les quartiers les plus mixtes de toute la ville déjà. Il suffirait simplement de permettre à ce que les gens y restent et gardent cette mixité.

Au niveau du dispositif et des principes d'intervention, du fait que l'on consacre de l'argent public à améliorer de l'habitat y compris privé, cette pratique et ces mécanismes, nous les avons. Pas tout à fait les mêmes nous sommes un peu plus vieux dans la chose, donc c'est un peu plus sophistiqué et compliqué. Le principe d'imposer ou de contrôler l'usage de cet argent public pour ne pas faire n'importe quoi existe.

Il y a deux choses différentes :

Premièrement il n'y a pas chez nous, à Marseille, cette décision politique fondamentale, de réhabiliter ces quartiers, de les améliorer en gardant les gens qui veulent rester, y vivre, y habiter ou y travailler.

La deuxième, c'est curieux pour des Français qui ont la réputation d'être des joueurs avec la loi, nous avons perdu cette souplesse, cette habileté dont tu nous as fait la démonstration pour faire vivre la loi, de savoir l'adapter à des situations où son abstraction ne colle pas avec le réel.

4. Je voudrais revenir sur le fait de la forte charge de ta part sur ce travail et de même pour Nadia RIPOSI. Si elle n'avait pas été là, d'une façon générale, des personnes qui s'investissent avec une telle force sur des opérations, que restera-t-il de ces opérations et en particulier de la participation des habitants ? et sur Lisbonne, si tu n'avais pas été là, fait le travail que tu nous as décrit que reste-t-il de cet investissement à la fois humain et psychologique, sociologique, etc. ? Et comment tes successeurs ont repris en main cette affaire puisque tu as dit qu'après tout, il y avait eu 25% ou 30% de logements réhabilités ? Que se passe-t-il pour la suite ?

Felipe LOPES

C'est une question un peu brûlante. En fait, il n'y a pas eu d'affichage de changement de politique. La ville a continué à faire des opérations, il y en avait beaucoup de lancées et qui ont continuées. Je ne voudrai pas être partial mais il y a quelques signes inquiétants. J'avais toujours pensé continuer après ma sortie à appuyer mon successeur. La mairie a été d'accord, elle m'a même passé un contrat pour cela. Il y a des tas de

La place des habitants dans la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne

dossiers qu'il faut suivre et transmettre mais ça n'a pas fonctionné comme ça donc j'ai perdu le contact. Ce que j'ai pu savoir, c'est qu'il y a un ralentissement des opérations. Evidemment, j'y donnais beaucoup de mes forces. C'est peut-être simplement une question de moins de disponibilité. De plus il y a un changement de la loi qui est le principal pilier de la réhabilitation et qui maintenant est transformée en une loi où il y a une augmentation de loyer qui supporte une partie de l'investissement. Le reste, est supportée par un fonds perdu. C'est une prise de conscience du gouvernement. Il y a eu l'option de la société de bloquer les loyers, de les congeler donc ils sont arrivés à des niveaux très bas qui ne correspondent plus à rien, sinon à l'impossibilité pour le propriétaire privé de faire des travaux. Cette option politique de blocage des loyers, si l'on veut passer outre et reprendre une dynamique de logements loués, il faut redonner confiance et couvrir le handicap qui a été fait aussi bien au niveau du locataire que du propriétaire. Puisque le locataire a fait un contrat pour un logement décent et maintenant il est insalubre et le propriétaire avait un bien qui maintenant est dégradé. La responsabilité est à ceux qui ont bloqué les loyers. La société paye la justification sur le fait que l'on donne de l'argent au privé. C'est une compensation de quelque chose qui a empêché que le fonctionnement de la machine continue. Il y a là un rétablissement d'une équité. Ceci fait que cette loi qui est nouvelle est plus compliquée à mettre en œuvre. Ça peut aussi être la cause d'un certain ralentissement.

La réhabilitation était l'une des forces politiques des communistes. Les socialistes ne voient pas de la même façon la réhabilitation, à Lisbonne.

Il y a surtout un changement d'attitude un peu partout. Il y a un intérêt de plus en plus grand des entreprises et de l'immobiliers pour les centres anciens. Les processus «d'ennoblissement³» poussent très fort. A Paris, et dans d'autres grandes villes européennes. Nous allons avoir des élections municipales le 16 décembre et un des mots d'ordre de la campagne de la coalition actuelle, c'est : «maintenant, on va redonner une vie nouvelle aux vieux bâtiments». Or, il y a 10 ans qu'on leur redonne une vie nouvelle. Mais ce n'est pas ça qui est considéré comme vie nouvelle aux vieux bâtiments. Je crains que ce soit justement vers une privatisation des opérations dans les vieux quartiers.

5. Vous avez montré le bidonville, il y a une tradition apparemment d'auto construction. J'aurais voulu savoir dans la réhabilitation de Lisbonne, dans le centre ancien, si vous avez organisé ou du moins favorisé des opérations d'auto réhabilitation et comment ça se passe ? J'aimerais aussi avoir des éclaircissements sur les travaux : qui les fait ? Vous avez dit qu'un architecte est intervenu. Chez nous, très peu d'architectes s'intéressent à la réhabilitation. Il y en avait un, très grand dans la région mais qui a disparu : Jean

COIGNET. Nous l'appelions le Pape de la réhabilitation. Il a toujours essayé, à son échelle, d'adapter les normes, de trouver des systèmes qui puissent détourner les normes, etc. mais il faut dire que malheureusement ils sont très peu de son espèce à travailler en France de cette manière. Le poids des normes est très pesant, bien qu'il faille prendre une distance quand même, parce que pour la plupart des travaux de réhabilitation, les normes sont appliquées avant, pour le financement, lors de l'établissement des dossiers, et après, il n'y a pratiquement plus aucun contrôle sur la réalisation des travaux, ce qui est assez étonnant.

Felipe LOPES

Par rapport à l'auto construction, nous ne l'avons pas pour ainsi dire pas utilisée. Nos populations sont assez vieilles, donc pas tellement de moyens. Nous avons réussi à ce que, les travaux soient faits par des entreprises et quand il y a des gens au chômage dans le quartier, ils les utilisent à notre demande.

Nous faisons de l'intervention d'architectes. Nous en manquons beaucoup bien sûr. Dans nos services, nous avons 70 architectes, 20 ingénieurs, une douzaine de juristes, des assistants sociaux, etc. On commande beaucoup de projets à des architectes pour la réhabilitation de ces immeubles, quand il y a des travaux plus de fond.

D'ailleurs, je monte une association au Portugal à vocation internationale, pour ce que j'appelle les métiers du patrimoine et de la réhabilitation urbaine, pas les grandes églises ni les palais, ... pour la formation, la sensibilisation à ces problèmes et à ces techniques. C'est une association dans laquelle nous avons des personnes de différents pays, dont Mme Françoise CHOAY et qui m'a envoyé une pétition pour signatures que je vais laisser ici, pour sauver un patrimoine en France, qui est l'aérium d'Arès, près de Bordeaux. Un bâtiment construit en 1913 par une personne juive, et qui a dû partir en 1940 devant les nazis et a donné cette fondation à la Croix Rouge française, qui l'a fait fonctionner jusqu'en 1970 et depuis, c'est fermé. C'est un site pré classé, la pétition est pour le classement. Maintenant la Croix Rouge française veut démolir ce site pour en faire un lotissement.

6. Je vais aller à l'encontre du discours dominant, participation des habitants, aussi bien Nadia, que votre intervention et notamment par rapport aux normes. Pourquoi les habitants de ces quartiers n'auraient pas aussi besoin de logements luxueux, sachant que dans le Panier à Marseille il y a beaucoup de logements insalubres. Marseille en ce moment est sous la mainmise de groupes immobiliers qui vendent à des prix au m² qui avoisinent maintenant, y compris au centre-ville 15 à 18 000 F le m². A la limite, je dirais que quand on voit ce qui se passe au centre-ville avec ce périmètre de restauration immobilière qui est vendu comme un produit financier, les habitants, on s'en moque !

³ Ou gentryfication

La place des habitants dans la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne

Arrêtons, j'en ai marre de voir qu'il y a de l'argent qui est mis dans l'exonération fiscale, au bradage du foncier à Marseille, et qu'on nous demande à nous habitants d'auto réhabiliter, de jouer les pauvres. Je voudrais pousser un cri provocateur parce que si la participation des habitants à la réhabilitation des centres-villes et de l'habitat en général consiste à faire du misérabilisme, je dis personnellement non.

Nadia RIPOSI

Sur la question de la participation des habitants et de Lisbonne, nous voyons bien qu'elle est de fait. Ils ont été considérés comme des gens habitant et donc ont participé, élaboré avec les décideurs et avec les moyens du bord. Ils ont fait la réhabilitation ensemble. Le problème à Marseille, avec la question de la reconquête du centre-ville ou avec celle de l'habitat social HLM, de l'habitat privé des taudis, c'est qu'il s'agit de « reconquête ». Les habitants sont des étrangers, ce ne sont pas des habitants. Ici ce sont des « Arabes », ils peuvent être là depuis 40 ans, ils sont Marseillais un peu basané ou qui a un nom à consonance arabe, ce ne sera jamais un citoyen à part entière. Tout notre problème est là à Marseille. Nous vivons encore les effets de la guerre d'Algérie. C'est là la différence, nous parlons beaucoup de participation des habitants chez nous et on n'en parle pas à Lisbonne parce que c'est quelque chose de naturel. Les habitants sont des gens qui naturellement habitent là.

Felipe LOPES

De toute façon, je suis venu expliquer notre processus. Je ne prétends pas du tout que ce soit une solution pour Marseille. Je sais que les problèmes sont tout à fait différents donc j'ai simplement témoigné sur quelque chose qui s'est passé chez nous. Je crois simplement que les réflexions que nous faisons et qu'à partir de la réflexion faite ce matin, j'ai senti qu'il y a des liaisons, des choses qui peuvent s'éclairer les unes et les autres et qui peuvent aider à réfléchir.

En 1975/1976 il y avait 700 ou 800 habitants à l'hectare, ils ont pris la moitié de la population qui a accepté d'aller habiter dans des HLM, et ils ont gardé l'autre moitié dans le quartier. Ils ont ensuite fait une étude sociologique sur les comportements des 2 communautés, celle qui avait été déplacée, délocalisée et celle restée sur place et les indices de marginalité sociale de ceux qui avaient été délocalisés étaient très supérieurs à ceux restés sur place.

Emmanuel DUPONT

Je crois que ce que l'on a bien pointé du doigt avec cette expérience sur Lisbonne, c'est toute la différence qu'il y a entre faire de la politique et faire de l'implication des habitants à la française. Je trouve que ce qui donne un peu de fraîcheur, de sincérité dans les propos et dans la démarche, c'est que l'on sent une volonté politique. Vous avez commencé de suite en disant : on avait des

choix, des options, on les a faites. Vous parlez de droite, de gauche, de privé, de public, autant de notions que vous avez réveillées dans la salle, mais qui sont foncièrement absentes sur toute la réflexion sur la participation des habitants. Ce que je trouve exemplaire, et ce que je tends à défendre dans cette histoire du lien représentatif plutôt que celle du lien social, c'est que justement, les habitants ne sont jamais autant présents que quand il y a des politiques qui font de la politique et qui l'assument. Qu'ils ne font pas seulement du bénévolat, de l'assistance sociale, ou qui se substituent aux chefs de services et qui deviennent des fonctionnaires. On l'a bien pointé et le détour par l'étranger de ce point de vue là est complètement salutaire.

Tout à l'heure la comparaison avec le syndicalisme m'a complètement stupéfait. Penser que nous sommes encore dans une réflexion type syndicaliste, c'est ahurissant. C'est une métaphore mais qui pose problème sur le lien entre la population et ses dirigeants avec une décalque type salarié/patron. C'est oublier tout ce qui fait la nature très politique du lien que nous avons aux dirigeants. C'est-à-dire la révocabilité, etc. Le fait que l'on ne bronche pas trop en évoquant cette question du syndicalisme est pour moi, très symptomatique. Il y a une confusion des genres.

Nadia RIPOSI

Je ne dis pas qu'il y a similitude avec l'expérience de Lisbonne, parce que l'histoire n'est pas la même. Mais dans l'approche de la ruse, je me suis retrouvée. Je pense que chacun use de quelque chose pour faire plier l'autre, pour avoir gain de cause. Sur la Visitation, les choses continuent mais pour faire un transfert d'expérience ailleurs, c'est plus compliqué. Nous ne pouvons pas transférer, parce que l'histoire du quartier n'est pas la même, les gens ne sont pas les mêmes, chaque individu a sa propre histoire. Ce qui veut dire que c'est un recommencement, et que l'approche sera la même, c'est-à-dire prendre le temps, observer, écouter, être plus silencieux à un moment donné, se promener dans le quartier pour voir comment vivent les gens, qu'est-ce que l'on dit d'eux à l'extérieur, qu'est-ce qu'ils disent eux de l'extérieur. Monter des actions qui permettent aux gens de vraiment être acteurs, mais en partant de leurs préoccupations. Actuellement, je travaille sur une cité qui s'appelle la Renaude, dans le 13^{ème} arrondissement, j'ai pris la direction d'un centre social. Je reconnais que ce n'est pas facile. Quand on est face aux gens, que l'on voit ce qui se passe...

Il y a eu une réhabilitation il y a 10 ans certes. Sans incriminer les gens qui ont accompagné, on a réhabilité, ou reconstruit sur place. C'est une population gitane, et certains gitans arrivent à s'adapter dans la sédentarisation. Là, on les a parqués et on n'a rien trouvé de mieux que de faire des HLM en haut et des villas en bas, ce qui a déclenché la guerre entre les gens. Ce sont des gens qui, de nature ne peuvent pas se supporter parce qu'ils ont le sang chaud, un petit "pas

La place des habitants dans la réhabilitation du centre ancien de Lisbonne

grand chose" et ça explose. Ceux qui ont fait ça avaient sans doute une bonne intention au départ, en se disant qu'ils seront mieux dans des villas parce que c'est leur habitude, mais quand on voit le résultat, c'est tout bousillé, plus rien ne tient debout.

Nous ne ferons pas de miracles sur des quartiers comme ceux là Il y a un glissement de population sur Marseille, il y a un problème de politique du logement. Sur Marseille, on est dans le leurre complet. On fait croire que l'on fait du social. On a des bonnes actions mais à la Verrerie, la misère est bien cachée, on a mis l'hippodrome. Grand Littoral a été construit, on a résolu le problème de Lorette, on a bien muré pour ne pas qu'on les voit trop. Heureusement qu'il y a eu Grand Littoral pour résorber le bidonville !

La notion de quartier est très forte à Marseille, la cité est devenue un quartier. Les gens s'y attachent. Quand on voit des gens pleurer quand on démolit des immeubles, les gens ont leur histoire là. Ça on ne le prend pas en compte.

Table ronde

Philippe MEJEAN

Finally, nous voyons bien quelle est la puissance critique, d'interpellation ou de relecture que ce détour par l'étranger permet d'exercer sur nos façons de faire, sur notre modèle, ça opère correctement, efficacement. Comment cela peut nous inspirer des comportements de professionnels ? Nous avons fait un renvoi assez massif aux politiques, mais nous sommes des professionnels de ces interventions publiques sur ces territoires. Pourquoi s'en tenir à la politique de la ville stricto sensu ? Est-ce que nous pouvons trouver dans ces détours par l'étranger, autre chose qu'une force d'interpellation ou de critique ou de plus grande compréhension de notre situation, mais également éventuellement des idées pour l'action ? Est-ce que ça peut susciter des façons de faire, un peu différentes, des façons d'appréhender des situations, de se comporter, de passer des alliances ? Une question que je me pose, nous avons parlé de luttes sociales, nous sommes en manque de luttes sociales dans le sens où les gens se mobilisent peu collectivement, se mettent peu en situation d'interpeller les politiques. Comment le professionnel peut se situer par rapport à cette question ? Est-ce qu'il va devenir un faux monteur de luttes sociales, un facilitateur de la mobilisation collective, qu'est-ce que l'on a à jouer là, tout en restant dans le registre du professionnel ? Réponse pas facile et intéressante. Quelles sont les alliances que l'on peut éventuellement passer ?

J'interrogeais les professionnels et c'est l'élu qui réagit.

Olivier AUDIBERT

Conseiller régional, 1^{er} adjoint de la commune de Draguignan (Var)

Draguignan est une commune qui comporte 35 000 habitants qui a connu 2 OPAH, une première en 1977, c'était l'une des toutes premières à l'époque avec les textes d'alors et une deuxième qui est toujours en cours, qui a débuté en 1994 et que nous renouvelons par des conventions assez régulièrement, parce que les travaux ne sont pas terminés, mais le seront-ils un jour ?

Je voulais réagir à votre propos qui s'adressait à des professionnels et par rapport à l'intervention et l'expérience de Felipe Lopez.

Première observation : je voudrais rappeler qu'on semblerait redécouvrir le fil à découper le beurre. Alors qu'il y a une trentaine d'années, l'urbanisation était sur le tout périurbain. Nous parquions, quelquefois en urgence, en périphérie de nos communes, bon nombre de nos habitants et nous avons laissé, tous politiques confondus, mourir petit à petit nos centres-villes. Nous en avons fait des no man's land. Nous avons été dépassés, débordés par les événements et avons souhaité, France entière, avoir une politique de réhabilitation de nos centres-villes. D'abord parce que

nous avons un appel très fort de la part des familles en difficulté, redécouvert l'aspect patrimonial et culturel, véritables richesses de nos centres-villes. S'est donc posée rapidement la question de dire : il faut remettre de l'ordre dans tout cela et faire revivre le centre-ville.

A la différence vraisemblablement du Portugal, nous avons des règles administratives très strictes en France et je ne suis pas convaincu que nous soyons sur le même type de contrôle a posteriori, juridiquement parlant. Lorsque vous évoquez vous-même votre expérience en disant que vous avez souvent été "hors normes", je ne suis pas convaincu que nous puissions avoir la même façon d'agir dans notre pays, parce que nous avons des normes législatives mais aussi des normes administratives.

Nous avons, à Draguignan, une rue dans le centre ancien qui depuis des années périclité et dans laquelle nous avons décidé de mettre en place un pôle des métiers d'arts, avec une pépinière décentralisée d'entreprises. Nous avons souhaité pouvoir installer des artisans d'art, il y avait une telle volonté des élus que nous avons décidé, nous, commune, de participer au loyer, financièrement. Nous aurions souhaité payer, non pas la totalité du loyer, pour impliquer dans l'opération les artisans, mais au moins prendre en charge 50% des loyers. Nous avons eu un refus très ferme du contrôle de légalité, qui ne nous a toléré que 25% de participation. Sur cet exemple, de normes administratives, nous avons des difficultés de ce type continuellement.

Je crois qu'il y a une véritable volonté des élus aujourd'hui. Ce que je suis venu rechercher en auditeur libre, ce n'est pas tant le discours avec cette dualité, cette lutte sociale, le grand capital, je crois qu'il faut très largement dépasser ce débat. La thématique de la participation des habitants est très vraisemblablement au niveau local, au niveau des petites entités, ce qui nous permettra d'avancer dans le dialogue social.

Par rapport à l'exemple de Lisbonne. Nous sommes en train de mettre en place à Draguignan des comités de quartiers. Nous avons été d'ailleurs labellisés au titre des contrats des villes par l'Etat, la Région, le département et le modèle qui est mis en place du comité de quartier sur Draguignan va être repris sur d'autres communes du département du Var. Nous avons monté ce projet de comité de quartier avec les habitants, avec le tissu associatif, avec les acteurs sociaux il s'agissait bien d'un projet porté par les habitants. Vous avez cité les Juntas, ces petites structures administratives d'un millier d'habitants et vous disiez que le président de cette entité connaît chaque habitant et permet d'avoir un véritable contrôle social. Je crois qu'il s'agit là d'une entité administrative reconnue au Portugal, et qui s'apparente totalement aux comités de quartier que nous souhaitons mettre en place. Donc, redescendre les

échelons nous permettra véritablement d'engager un dialogue beaucoup plus important en terme de participation. Nous sommes un certain nombre d'élus à avoir cette volonté de mettre en place cette participation des habitants à travers les comités de quartier, ou d'autres types de structures. Mais vous savez qu'il y a en France, une réticence très forte. La majorité aujourd'hui des élus locaux s'opposent à la mise en place de ces comités des quartiers parce que ce serait quelque part perdre un peu de pouvoir. Il s'agit d'un élément qui est négatif et que nous devons prendre en compte et avoir la volonté au-delà des idéologies des uns et des autres que nous devons pousser pour mettre en place la participation des habitants

Philippe OLIVIERO

Nous animons à quelques-uns en France, nous sommes 3, depuis 5 ans, un réseau de bailleurs sociaux européens, qui gérons des quartiers dits en crises. Il y a des gens de Grande Bretagne, Suède, Hollande, Italie et régions Rhône Alpes et Paca. Nous nous interrogeons sur le rôle des bailleurs sociaux dans les quartiers en difficulté. Où s'arrête notre métier et où commence celui des partenaires ? Nous avons des échanges aussi bien sur des quartiers périphériques que sur des quartiers centraux par rapport à ces questions là. Donc je te confirme que c'est bien une bonne question et que du point de vue des professionnels, en tout cas, ceux que je représente, c'est tout à fait pertinent.

Comme Nadia se posait la question de savoir qui avait bien pu imaginer le projet de réhabilitation du PSR, la démolition et la reconstruction du bidonville, la construction du centre social qui n'a pas été cité, ... je peux lui dire qu'effectivement j'y ai travaillé pendant 7 ans tous les jours et que c'est moi le coupable ! Elle a prononcé un mot important, la mémoire : il faudrait essayer de savoir pourquoi 15 ans après nous en sommes arrivés là. A l'époque on disait que c'était les années 60, la reconstruction. Nous sommes encore là pour répondre aux questions. N'attendez pas que nous soyons à la retraite.

Philippe MEJEAN

Nadia, à l'époque, vous avez "fait l'économie" de ces professionnels, vous n'aviez pas les moyens ou vous n'en vouliez pas. Aujourd'hui, vous avez la même opinion ou quelles attentes vous avez par rapport à ces professionnels de l'aménagement, de l'urbanisme, du développement ?

Ensuite, je poserai la question à Emmanuel Dupont de savoir jusqu'à quel point ces expériences étrangères inspirent la délégation interministérielle à la ville et si ça lui donne des idées pour la suite.

Nadia RIPOSI

Je crois qu'il serait malhonnête de dire que l'on n'a pas besoin de professionnels. Il y a des choses que l'on ne prévoit pas. Pour la Visitation ou autre, on ne va pas dire : ça va se passer comme ça. Il y a un défi, un ras le bol du moment et il y a vraiment une levée de boucliers. Une anecdote, par exemple, dans la presse, c'était en 1989 : «La Visitation va être rasée, extension de la zone industrielle». Qu'est-ce qu'on a fait : un tract un peu salé, des banderoles couleur de sang. Nous avons spéculé sur l'image que l'on a auprès de gens. 4 affiches et 2 banderoles ont mis la zizanie jusqu'à la Préfecture. Mais n'empêche que 600 habitants se sont mobilisés. La police est venue pour nous interdire de sortir de la cité. La seule peur que l'on avait, c'était que ça se passe mal. Il fallait canaliser les gens, se montrer digne. Ça s'est bien passé. Le président de la zone du moment est revenu sur sa décision par une mise au point dans la presse. L'incident était clos. Mais je crois que c'est dans le moment. On ne peut pas le prévoir.

Par rapport aux professionnels, je pense qu'on ne peut pas se passer les uns des autres. Nous sommes complémentaire. Ce que je constate depuis 14 ans, c'est que le professionnel est en mauvaise position. Quand il est conscient qu'il y a une erreur, qu'il y a une orientation qui ne va pas tenir, quand il commence à se rebeller, on le met vite au placard. Il y a différentes manières de descendre quelqu'un psychologiquement. Je l'ai constaté chez des gens qui travaillent dans des cabinets, ils sont devenus des lavettes. On les a démolis, car il n'y a pas cette solidarité qu'on retrouve, nous sur le quartier. Même si des fois on se donne des coups.

Je pense que des professionnels on en a besoin, c'est un enrichissement. Je suis une habitante organisée mais je m'enrichis avec des professionnels, comme vous certainement et je l'espère, vous pouvez vous enrichir parce que le langage n'est pas le même, ça bouscule un peu. C'est bien, il faut être plus simple, c'est tout.

Emmanuel DUPONT

Sur la participation des habitants, on peut dire que la DIV a, d'une part, assez peu d'influence et, ensuite, une pensée pour le moins incertaine. Mais cette pensée reste caractérisée par pas mal de choses que l'on a entendues ici, c'est-à-dire ce souci de l'implication des habitants dans des projets concrets liés à un ancrage de quartier, etc. La difficulté et ce qui fait un peu débat mollement, au niveau de la DIV, et parmi les gens qui réfléchissent à cette question, c'est bien de réinjecter de la responsabilité politique dans cette question de la participation. De ceux qui prônent la complémentarité entre l'implication des habitants et responsabilité politique, il y en a qui ont tendance à penser que l'essentiel du travail reste à faire au niveau de la

Table ronde

responsabilité. Très concrètement, ça veut dire que dans un cas, on développe des outils qui cherchent à rapprocher les habitants des projets ou des outils qui permettent aux habitants d'être en situation d'extériorité par rapport au projet.

Je défends l'idée que cette politique de rapprochement intensive des habitants par rapport au projet les empêche d'être dans une posture critique et d'avoir une vue globale sur les projets. Il suffit de discuter avec les gens qui sont des habitants impliqués dans la politique de la Ville pour voir qu'ils n'en voient qu'un tout petit bout et que l'architecture globale, au même titre que beaucoup de professionnels d'ailleurs, leur est très difficilement perceptible. Je pense que l'essentiel est de travailler sur les moyens de mieux sanctionner le politique et de mieux le contrôler. Pour la DIV, ça veut dire quoi ? Il faudrait que le politique dise mieux ce qu'il fait.

Depuis que je suis à la DIV je regarde, les projets de mixité, de réhabilitation, de désenclavement, de prévention, de parentalité. Je pense qu'il y a un flou, une ambiguïté très forte concernant les objectifs de la politique de la Ville qui laisse cours à toutes les réinterprétations de type stratégique, qui sont à mon avis incontournables tant que certains objectifs ne sont pas très clairement précisés et dépassent les généralités généreuses.

Je pense qu'il y a aussi une réflexion à mener pour la DIV d'une part sur la question de ses objectifs et d'autre part, sur la question de ses dispositifs. Je pense que sous couvert de partenariats et d'articulations Etat / collectivités locales, l'on crée des instruments qui contribuent à rendre un peu plus opaques les lieux de décision. Je pense que l'on secrète des outils : les contrats de ville, les GIP, toutes sortes d'architectures qui décentrent la décision, en tous cas la rendent moins visible et donc du coup enlèvent à l'opinion publique et aux habitants plus particulièrement, une capacité à avoir une vision plus claire de ce qui se passe, et aussi où ça se passe et d'où ça vient.

Troisièmement, un travail sur les professionnels.

La DIV est quand même globalement un réseau de professionnels. Sur ce point, je suis un peu dubitatif, les professionnels n'ont qu'une marge de manœuvre assez faible, ils sont confrontés aux limites de leurs pouvoirs et tous ont le sentiment d'être un peu dans le bricolage dans cette question de la participation.

Rémi SIBERTIN-BLANC

**Chargé de mission à la politique de la ville,
Préfecture de région**

Je ne voudrais pas que l'on reste sur un constat trop négatif vu ce qu'on a entendu d'Emmanuel DUPONT. Je pense que la situation des professionnels est difficile.

Il est vrai que nous avons inventé des usines à gaz un peu compliquées dans lesquelles, le moins que l'on puisse dire, les habitants ne s'y sont pas toujours retrouvés. La DIV et les professionnels sont aussi un réseau. Il y a quand même des possibilités de se rencontrer et cet atelier en est une illustration. Ces expériences peuvent se conforter. Nous sommes en train, péniblement, de monter un centre de ressources qui sera un lieu où les professionnels pourront se ressourcer le cas échéant, retrouver un peu d'oxygène. Je pense qu'il existe localement, pour chacun de nous des marges de manœuvre, des marges de créativité.

J'ai financé du logement dans une période antérieure et je peux vous dire que l'on a fait des choses qui ne sont pas du plus grand académisme du point de vue de la réglementation. Je pense qu'il y a quand même des choses que l'on peut faire pour les associations et que si elles ont besoin d'être accompagnées, d'être aidées, je ne sais pas ce qu'est le fonds de participation, je sais qu'il y a des crédits d'animation de la politique de la Ville, qu'il y en a dans tous les contrats de Ville. S'il n'y en a pas assez, le SGAR est là éventuellement pour les accompagner dans des actions de formation d'acteurs. Les associations d'habitants ou de professionnels, ont intérêt à agir dans le sens tout à fait noble du terme pour faire avancer cette cause commune et le niveau régional de l'Etat est tout à fait prêt d'expérimenter et de vous accompagner sur certaines actions de manière très concrète. Nous n'avons pas besoin de beaucoup d'argent, mais par contre ça crée de la dynamique et de la compétence. Il ne s'agit pas de contrer, de contester les actions des élus, il s'agit simplement que chacun soit bien à sa place pour discuter à part égale pour ce qui les concerne. Chacun a ses décisions à prendre, les élus en prennent. Professionnaliser sans instrumenter certaines associations, il ne s'agit pas du tout de récupérer le système, il s'agit de dire : vous avez besoin d'un coup de pouce sur un point, nous sommes capables le cas échéant de vous aider très concrètement.

Questions

1. Je réagis à la dernière phrase de M. DUPONT que j'ai trouvé pessimiste. Mais je crois qu'il a raison. Effectivement, ce sentiment de ne pas avoir de marge, me semble très partagé dans la diversité de professionnels. C'est grave. Je voudrais évoquer ce que disait M. DONZELOT ce matin, en parlant du pouvoir de faire, du pouvoir comme action. Je suggérerais que les professionnels, dans quelque situation qu'ils soient, se disent : qu'est-ce que ça m'ouvre comme possibilité, de pouvoir à susciter, de pouvoir à donner, à booster, notamment dans les populations sur lesquelles ils ont à intervenir. Qu'est-ce que ça peut donner comme perspective ? Je suis dans un quartier où je sais que

vient d'être donnée mission à une catégorie de professionnels, pour regarder notre quartier. Je sais qu'on ne leur dit pas de partir de la réalité du quartier, donc de la vie, des savoirs, des ressources des habitants ? Est ce que là, ne pourrait pas s'exercer comme Felipe LOPEZ l'a suggéré la ruse, de détourner la commande et de l'orienter vers ce qu'il y a comme paroles fortes, comme ressentis forts, comme ras le bol fort chez certains habitants et de profiter de cette occasion professionnelle de démultiplier l'effet de leur étude ?

Emmanuel DUPONT

Sur la question des professionnels : Ce sentiment d'impuissance, ce manque de marge de manœuvre pose la question sur l'influence de la démocratisation du système de décision locale et de la vie politique locale. Je ne parle pas de leur capacité à faire du développement social, de l'insertion ou du logement.

2. Il y a déjà eu un premier atelier sur le statut des habitants avec Michel ANSELME et Catherine FORET, comme animatrice, les habitants étaient à la tribune ! Michel Anselme me remet en tête que c'est à Marseille qu'ont été créées les maîtrises d'œuvre sociales, qui se voulaient au début être la tierce personne, des professionnels intermédiaires entre les logeurs et les logés. Il y a eu l'opération du Petit Séminaire, que la secrétaire d'Etat veut raser complètement aujourd'hui, alors qu'il y a eu tout un travail fait avec les habitants et qui a été un exemple. Ce sont des professionnels qui sont intervenus. Michel ANSELME a monté aussi des ateliers de la réhabilitation avec les habitants à Orange pour travailler sur la réhabilitation. Ils ont complètement disparu. Nous avons vu ressurgir 15 ans après, sur les Flamants⁴, une opération de réhabilitation avec les habitants qui ont pu avoir les médias avec eux et c'est ce qui a complètement arrêté l'opération qu'avait menée Salva CONDRO, parce que la parole des habitants est devenue publique.

Je voudrais savoir si toutes ces tentatives de faire émerger la parole des habitants, la porter du côté des logeurs, qu'est-ce qui se passe dans notre société pour qu'à chaque fois qu'il y a des tentatives comme ça, elles sont bloquées ?

Jacques DONZELOT

D'une manière générale, la participation des habitants à la française, ça ne marche pas. Pourquoi ? parce que la politique de la Ville est conçue selon les canons du classique de la politique en France, selon le paternalisme technocratique. Ça ne marche pas, la preuve, c'est que l'on paye les habitants pour cela. Si on donne de l'argent, s'il y a un fonds de participation des habitants, c'est que ça ne marche pas. On leur donne de l'argent, mais on ne leur donne pas de liberté. Si je dis paternalisme technocratique, je veux dire qu'il n'y a aucune liberté de choix. La liberté de choix commence quand il s'agit d'installer un poteau, on demande aux gens où ils veulent l'installer. Aux USA, il y a toujours 2

possibilités. Jamais on n'établit une relation entre une équipe opérationnelle et la population sans présenter au moins 2 choix, sinon, c'est se moquer du monde.

Il y a deux raisons : l'une politique, l'autre théorique. La raison politique, c'est que ces opérations ont servi de saupoudrage pour une démarche dite de développement des quartiers qui avait besoin de mettre un peu d'âme dans des pratiques de réhabilitation et de s'inspirer quelque peu des ateliers populaires d'urbanisme. Mais la raison principale pour laquelle ça échoue, parce que c'est une théorie autogestionnaire. C'est toujours la même conception du pouvoir. Ce ne doit pas être l'élu qui doit l'avoir, c'est tout le peuple. Mais depuis Rousseau, c'est une solution insoluble. C'est tout le monde qui doit avoir le pouvoir ou c'est l'élu. Ça finit toujours mal, parce que l'idéologie autogestionnaire est une idéologie qui est aussi bête que celle qui considère que le pouvoir doit être limité. Ou bien il est limité et c'est l'élu qui l'a, ou bien, c'est tout le monde. C'est la démocratie directe ou la démocratie représentative, mais entre les deux il y a une sorte de collapsus. Nous n'en sommes pas sorti et c'est le drame de toutes ces histoires qui étaient passionnantes par ailleurs. Mais si la participation des habitants à la française ne marche pas, c'est aussi et peut-être surtout parce qu'on ne tire aucun enseignement des vraies expériences qui marchent. Comme l'a dit Nadia RIPOSI, le jour où viendra quelqu'un de la DIV à s'intéresser à ce qu'elle a fait. Il y a un moment où il faut recenser ce qu'il y a d'intéressant, en quoi, on peut construire un minimum de professionnalisme dans ce genre de démarche. Il y a des enseignements effectifs, mais tout le monde s'en moque parce qu'ils ne se sont pas inscrits dans le cadre de la politique de la Ville et le problème est là. C'est parce qu'on reste dans un cadre de paternalisme technocratique.

3. A la base, il existe ces fameux LCR qui devraient être des lieux de rencontre et des contre-pouvoirs au niveau des cités. Quand on remonte, il devrait y avoir ces équipements de proximité du genre MPT⁵ et centres sociaux, etc .. Des établissements publics avec des financements publics et dont bon nombre de quartiers n'ont pas encore vu l'ombre de ce type d'équipement. Ensuite, il y a les CIQ mais on a vu ce qu'ils sont devenus. Les fameux CICA et on continue à monter pour en arriver aux CODAC qui sont aussi des structures où l'on pourrait agir. Si des gens pouvaient investir ou réinvestir tout ça en s'imposant ou en s'affirmant dans toutes ces structures, ce serait déjà une bonne chose puisque ça existe déjà.

Je ne sais pas si c'est du fait que nous sommes méditerranéens dans nos comportements, mais on a du mal à travailler ensemble. Nous passons plus de temps à nous battre entre nous, alors que nous disons tous travailler pour les mêmes intérêts.

Nous pouvons mettre facilement des équipes de coordination d'habitants autour d'un bailleur, ce qui a déjà été fait. Quand il y a un bailleur qui a un problème,

⁴ Cité marseillaise emblématique

⁵ Maison Pour Tous

Table ronde

il le répercute auprès de ses pairs. Ça fait bouger beaucoup de choses. Très vite la préfecture est prévenue, ensuite les personnes sont mises en examen, qu'ils soient présidents d'association de locataires, ou autres. Ils craignent ce genre de coordination qui peut faire connaître la législation parce qu'elle est très mal connue. On peut aussi dénoncer les dysfonctionnements comme Daniel Carrière qui a eu le courage d'attaquer Marseille Aménagement. Ce sont des choses qu'il faut faire. C'est un devoir aussi.

Le DSU nous l'avons sollicité à plusieurs reprises et il semblerait que ce ne soit pas fait pour nous. C'est très regrettable. Nous avons des lieux de réunions, nous avons des moyens, il faut s'imposer, il faut surtout dénoncer et ne pas avoir peur d'ester en justice pour faire valoir nos droits.

4. Par rapport à ce que Jacques DONZELOT appelle la participation à la française. Si c'est effectivement la participation technocratique et l'exemple des 2 poteaux américains, je n'ai pas envie de réfléchir si c'est le poteau A ou le poteau B qui est bon. J'ai envie d'abord de réfléchir à : est-ce qu'il est nécessaire de mettre un poteau ? C'est ce genre de participation des habitants qui ne peut pas aboutir. Je prends comme exemple la L2 : L'Équipement présente 5 projets aux habitants. C'est d'autant plus intéressant que ces projets sont interactifs. Sauf que lorsque l'on demande s'il est possible à ces habitants de s'entourer d'experts qui permettent de les éclairer, nous n'avons pas de réponse. Si des moyens sont donnés aux habitants, à ce moment là, moi je crois à l'administration à la française, tout simplement à la prise en compte de l'homme, à sa capacité à réfléchir, à douter, de faire des choix dès lors qu'il peut être éclairé. Nadia a donné l'exemple, ça peut marcher à partir du moment où les habitants prennent un peu en main leurs problèmes mais, à un moment, ils se sont retournés vers des professionnels qui les ont conseillés. Je crois que c'est au niveau des moyens à donner, même si la DIV a l'air d'être pour l'instant sceptique sur la nécessité de donner des moyens, des capacités d'expertise, des lieux où la citoyenneté s'éclaircit, des lieux où les gens réfléchissent entre eux sans la pression des politiques ou des techniciens.

Philippe MEJEAN

Un tout petit mot, sans conclure. Les détours que nous avons faits par les USA et le Portugal qui suivent un parcours qui permet de rafraîchir, de renouveler nos regards. Nous avons bien fait de ne pas appeler cette journée : la participation des habitants, puisque, d'une certaine manière, le sujet se dégonfle. Nous nous rendons compte que la participation des habitants commence à se poser à partir du moment où on n'a pas mis l'habitant au centre de la préoccupation et au cœur même du projet. C'est à ce moment là que l'on commence à errer puisqu'on est dans un processus d'octroi, d'offre institutionnelle descendante de cette participation. Il y a une vraie interpellation faite aux politiques certes, mais également aux techniciens. Comment aujourd'hui, on peut remettre la question de l'habitant, de l'utilisateur, du citoyen, au cœur de la

définition des politiques territoriales. Je crois qu'il y a là un vrai chantier qui s'ouvre, que les professionnels ont autre chose à faire que de manier de la procédure, qu'ils font également des propositions par rapport aux politiques. Ne nous enfermons pas dans la question de la participation, essayons d'entrer dans la question de la définition d'un projet pour un territoire prenant pleinement et dès le départ en compte, celui, ceux qui occupent ce territoire, qui ont la mémoire de ce lieu et à partir desquels on peut imaginer de faire évoluer la cité. C'est une vraie interpellation.

Lors de la deuxième réunion, nous verrons, par le biais des conseils de concertations, il y a peut-être quelque chose qui est en train de s'inventer au moins dans la relation bailleur/locataire, mais ça sera l'objet de notre prochaine rencontre.